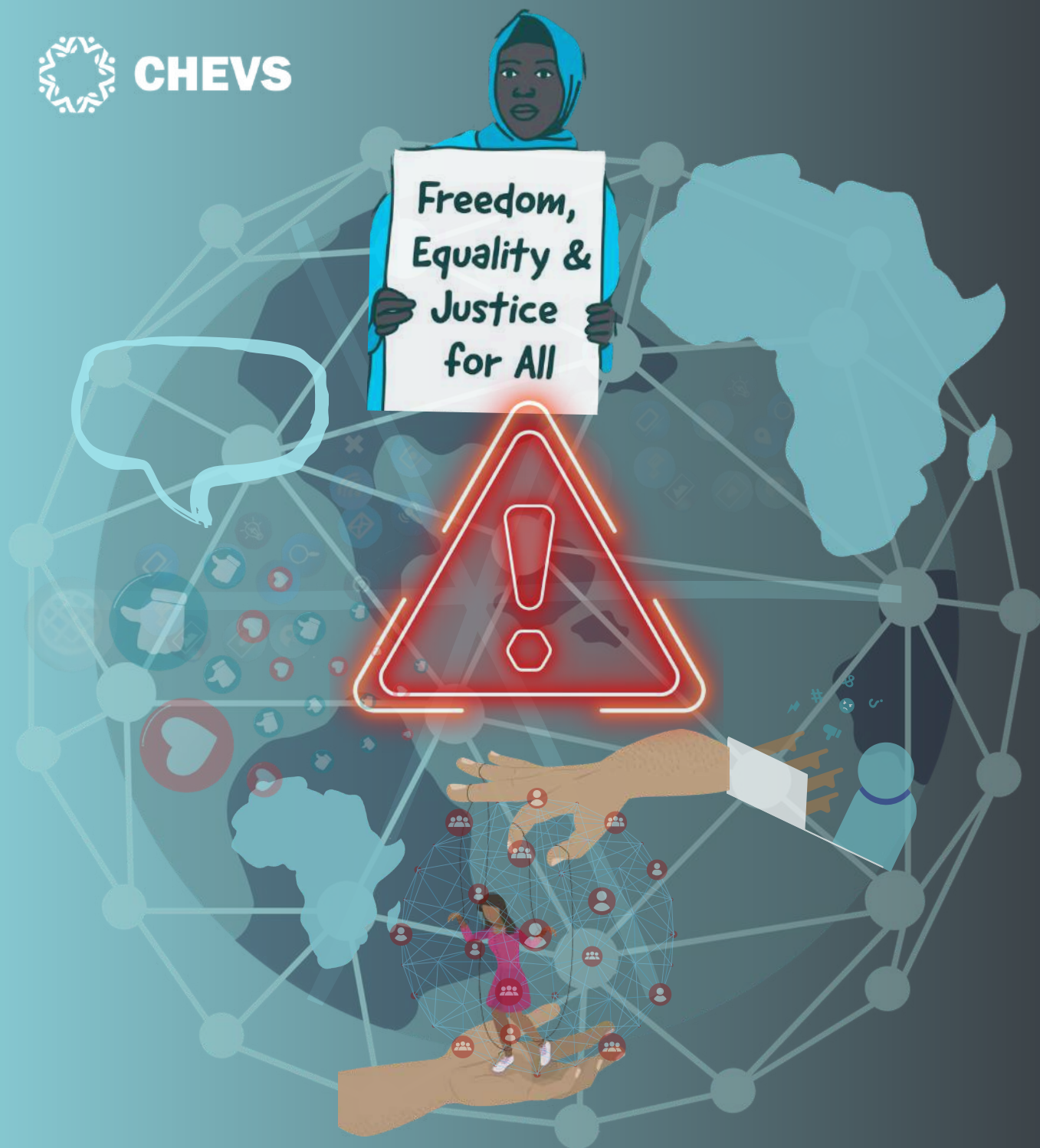




**CHEVS**



# Algorithme de la violence

Cartographie de la désinformation numérique et des discours anti-LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest

## **Licence de publication**

Cet ouvrage peut être reproduit et redistribué, en tout ou en partie, sans modification et sans autorisation écrite préalable, uniquement à des fins administratives ou éducatives à but non lucratif, à condition que toutes les copies contiennent la mention suivante : Algorithmes de violence : cartographie de la désinformation numérique et des discours anti-LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest 2025 par CHEVS.

## Remerciements

Ce rapport est le fruit d'un travail collaboratif, et les auteur-trice-s souhaitent remercier les nombreuses personnes et organisations dont les contributions ont rendu cette recherche possible.

Olufunso Alufoge, responsable de la recherche et de l'apprentissage chez CHEVS, a été le principal rédacteur de ce rapport et a dirigé l'ensemble du processus de recherche. La recherche a grandement bénéficié de l'expertise de Me Irobi Ifechukwu, qui a contribué à la rédaction et a été le principal éditeur et relecteur. Son examen critique, sa perspicacité juridique et ses conseils éditoriaux ont renforcé la clarté analytique, la cohérence et la rigueur du document final.

Abass Jamila, Justin Chidozie et Anita Graham ont également apporté leur soutien éditorial. Leurs commentaires réfléchis et leur relecture attentive ont largement contribué à affiner la structure, le ton et l'accessibilité du rapport.

Nous remercions également Threat d'avoir dirigé le processus de collecte de données, notamment la coordination des entretiens avec les informateur-trice-s clés et la documentation des observations qualitatives. Leur contribution a été déterminante pour garantir que les expériences vécues et les points de vue reflétés dans ce rapport soient rendus de manière précise et éthique.

Nous exprimons notre profonde gratitude à tous-tes les participant-e-s aux entretiens avec des informateur-trice-s clés (KII), aux militant-e-s LGBTQI+, aux organisateur-trice-s communautaires et aux expert-e-s en technologie, qui ont généreusement partagé leurs expériences, leur expertise et leurs réflexions, souvent au péril de leur sécurité personnelle. Leur courage, leur honnêteté et leur engagement en faveur de la justice constituent la colonne vertébrale de cette recherche.

Nous saluons également les contributions des organisations de la société civile, des défenseur-se-s des droits humains et des défenseur-se-s des droits numériques à travers l'Afrique de l'Ouest, dont le travail continue d'alimenter et d'inspirer cette étude. Leurs efforts continus pour lutter contre la désinformation, défendre la dignité humaine et promouvoir des espaces numériques inclusifs restent inestimables.

Enfin, nous saluons les communautés LGBTQI+ au sens large, dont la résilience face aux préjudices numériques et hors ligne souligne l'urgence et la pertinence de cette recherche. Ce rapport est dédié à leur lutte continue pour la sécurité, la dignité et l'égalité.

# Sommaire

03	Remerciements	12	Introduction
05	À propos de CHEVS	15	Revue de la littérature
05	Glossaire	16	Tactiques anti-genre et de désinformation
09	Liste des acronymes	17	Les plateformes numériques comme amplificateurs
10	Résumé	21	Méthodologie
10	Recadrer la désinformation en tant que stratégie politique	21	Entretiens avec des informateurs clés
10	Algorithmes, préjugés et architecture numérique de la haine	24	Cadre d'analyse des médias sociaux
11	Le continuum numérique-physique de la violence	24	Calendrier et portée
11	Modèles régionaux au sein des courants mondiaux	24	Collecte de données : sources, volume et procédures
11	Lacunes en matière de gouvernance et de responsabilité		
24	Échantillonnage et représentativité	30	Sous-thème 4 : Campagnes de délégitimation et de dénigrement
26	Limites de l'étude	30	Sous-thème 5 : Boucs émissaires socio-économiques
27	Principales conclusions	31	Thème 2 : Rôle des plateformes technologiques, des algorithmes des plateformes et des lacunes réglementaires
28	Présentation thématique des entretiens avec des informateurs clés	31	Sous-thème 1 : Anonymat et viralité
28	Thème 1 : Nature des discours préjudiciables	32	Sous-thème 2 : Biais algorithmiques et dynamique d'amplification
28	Sous-thème 1 : Cadrage « non africain » et « agenda étranger »	32	Sous-thème 3 : Lacunes des plateformes dans la reconnaissance du langage codé
28	Sous-thème 2 : Panique morale et mobilisation religieuse	34	Sous-thème 4 : Surveillance et interception
29	Sous-thème 3 : Désinformation en matière de santé publique	35	Sous-thème 5 : Impacts hors ligne de la désinformation en ligne
37	Figure 4 : Capture d'écran d'une publication de LGBT+ Rights Ghana sur X après la descente de police dans ses locaux. (LGBT+ Rights Ghana, 2021)	49	Sénégal : identités LGBTQI+ présentées comme occidentales
38	Sous-thème 6 : Actions politiques coordonnées hors ligne et attaques sur les réseaux sociaux en ligne	50	Côte d'Ivoire : utilisation des réseaux sociaux pour mobiliser des actions contre les personnes LGBTQI
39	Cartographie des médias et galerie d'études de cas	50	Une marche ce matin contre les woubi / A walk against the woubi (LGBTQI+)
39	4.2.1 Ghana : actions politiques coordonnées hors ligne et attaques sur les réseaux sociaux	55	Discussion
44	Nigeria : coordination de la désinformation et de la malinformation sur les espaces numériques pour susciter l'homophobie et la transphobie	55	Conclusions
44	La désinformation concernant l'accord de Samoa	55	La désinformation comme stratégie politique
47	Doxxing des militants LGBTQI+ et des membres de la communauté	55	Amplification algorithmique et architecture numérique
		56	Bits et octets, chair et sang
		56	Spécificités régionales dans le cadre des tendances mondiales
		57	Recommandations
		64	Références



## À PROPOS DE CHEVS

CHEVS est un collectif féministe dirigé par des jeunes qui font la promotion de l'égalité des personnes LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest, en renforçant l'autonomie et le pouvoir de divers jeunes LGBTQI+ afin qu'ils et elles puissent façonner leur propre avenir et lutter avec détermination contre les inégalités dans tous les secteurs. Le travail de CHEVS s'articule autour de la création de mouvements, du plaidoyer et des efforts visant à changer les discours, tout en renforçant le pouvoir politique afin de libérer ses communautés dans toute la région.

Il s'appuie sur des données établies qui soulignent l'interdépendance entre la justice, la reconnaissance des droits des personnes LGBTQI+, les droits des travailleur-se-s du sexe et la justice pour les personnes handicapées, qui constituent un point de convergence critique entre certaines des communautés les plus marginalisées et vulnérables. La recherche a joué un rôle essentiel dans l'avancement du travail de CHEVS, en fournissant des données pour le plaidoyer, le changement de politique et la documentation des réalités vécues par ses communautés.

## GLOSSAIRE

### ***Test de sensibilité à l'IA***

Évaluation expérimentale menée pour évaluer la manière dont les modèles d'intelligence artificielle (tels que Meta AI, ChatGPT, Gemini AI et Grok) interprètent le langage codé LGBTQI+, révélant les biais ou les lacunes de reconnaissance dans les systèmes de modération automatisés.

### ***Biais algorithmique***

Distorsion systématique dans la manière dont les algorithmes traitent ou hiérarchisent les contenus, reflétant souvent les préjugés sociaux, culturels et politiques intégrés dans leurs données d'entraînement, ce qui conduit à l'amplification de discours préjudiciables ou à une sous-reconnaissance des voix marginalisées.

### ***Mouvement anti-genre et anti-droits***

Coalition transnationale d'acteur-trice-s s'opposant à l'égalité des genres, au féminisme et aux droits LGBTQI+, qui présentent souvent leur résistance comme une défense des valeurs familiales, de la religion ou de la souveraineté nationale.

### ***Langage codé***

Expressions euphémiques ou argotiques utilisées à la fois par les communautés LGBTQI+ et les acteur-trice-s anti-droits pour communiquer de manière dissimulée en ligne, souvent dans le but d'échapper à la modération des contenus. Parmi les exemples, on peut citer « Woubi », « Supi Supi », « Trumu Trumu », « Lesbobo » et « 16\_4 ».

**Modération des contenus**

Processus par lequel les plateformes de réseaux sociaux identifient, évaluent et gèrent les contenus générés par les utilisateur-trice-s qui pourraient enfreindre leurs politiques, notamment les discours haineux ou la désinformation. Le rapport souligne son insuffisance dans les contextes linguistiques africains.

**Désinformation**

Informations fausses, trompeuses ou fabriquées de toutes pièces, créées et diffusées délibérément dans le but de nuire, de manipuler la perception ou d'atteindre des objectifs politiques ou idéologiques.

**Grand modèle linguistique (LLM)**

Système d'intelligence artificielle formé à partir de vastes ensembles de données afin de générer ou d'interpréter des textes semblables à ceux rédigés par des humains. Parmi les exemples, on peut citer ChatGPT et Gemini AI, qui ont été évalués dans le présent rapport en termes de sensibilité au contenu et de partialité.

**Malinformation (information malveillante)**

Le partage d'informations authentiques dans une intention malveillante, par exemple la divulgation ou la publication d'informations personnelles sur des personnes LGBTQI+ dans le but de les exposer ou de les mettre en danger

**Mésinformation (déformation de l'information)**

Informations fausses ou trompeuses partagées sans intention de nuire. Dans le contexte du rapport, elles alimentent souvent la stigmatisation et les perceptions erronées à l'égard des personnes ou des politiques LGBTQI+.

**Analyse de réseau**

Méthode de recherche utilisée pour cartographier les relations et les interactions entre les utilisateur-trice-s des réseaux sociaux, les hashtags et les récits afin de révéler les campagnes de désinformation coordonnées et les dynamiques d'amplification.

**Cadre d'analyse des réseaux sociaux**

Structure analytique combinant des méthodes mixtes et des outils qualitatifs et quantitatifs, tels que la cartographie du comportement des utilisateur-trice-s, la visualisation des réseaux et l'analyse des sentiments, afin d'examiner les campagnes de haine en ligne.

**Renseignement open source (ouvert au public) (OSINT)**

Approche de recherche utilisant des données accessibles au public, telles que les publications sur les réseaux sociaux, les sites web et les bases de données publiques, afin de retracer les réseaux de désinformation et leurs conséquences dans le monde réel.

**Trumu Trumu**

Au Ghana, le terme « trumu trumu » est un terme argotique péjoratif principalement utilisé pour désigner les relations sexuelles anales ou pour insulter et offenser les personnes queer, en particulier les hommes homosexuels.

## LISTE DES ACRONYMES

- ADDO** – Observatoire africain de la démocratie numérique
- IA** – Intelligence artificielle
- SIDA** – Syndrome d'immunodéficience acquise
- BLM** – Black Lives Matter
- CSE** – Éducation sexuelle complète
- OSC** – Organisation de la société civile
- UE** – Union européenne
- GBV** – Violence basée sur le genre
- HRW** – Human Rights Watch
- ONG internationale** – Organisation non gouvernementale internationale
- OIF** – Organisation internationale pour la famille
- ISDAO** – Initiative Sankofa d'Afrique de l'Ouest
- KII** – Entretien avec des informateurs clés
- LGBTQI+** – lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer/en questionnement et personnes intersexuées (le « + » désignant d'autres identités sexuelles et de genre diverses)
- LLM** – Grand modèle linguistique
- ONG** – Organisation non gouvernementale
- OACPS** – Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
- OSINT** – Renseignement open source
- PC** – Population clé
- PM News** – People's Media News (Nigéria)
- SDSR** – Santé et droits sexuels et reproductifs
- TIERS** – Initiative pour l'égalité des droits
- PNUD** – Programme des Nations Unies pour le développement
- UNESCO** – Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- USAID** – Agence des États-Unis pour le développement international

## Résumé

En Afrique de l'Ouest, Internet est devenu un espace controversé où la technologie, la culture et la politique s'entrecroisent dans un débat plus large sur le genre, la sexualité et les droits humains. Autrefois salués comme des plateformes favorisant la participation civique et le changement social, les espaces numériques sont de plus en plus utilisés comme des armes pour diffuser la désinformation et la haine, en ciblant particulièrement les communautés LGBTQI+. Cette étude menée par CHEVS examine comment les algorithmes, les réseaux politiques et la faiblesse des systèmes réglementaires contribuent conjointement à créer un environnement propice à la prolifération incontrôlée des idéologies anti-droits et anti-genre.

Centrée sur cinq pays d'Afrique de l'Ouest (**le Ghana, le Nigeria, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Togo**), cette recherche utilise une méthodologie mixte à dominante qualitative. Elle combine une analyse documentaire, des entretiens avec des informateur-trice-s clés (militant-e-s LGBTQI+ et expert-e-s du numérique), des renseignements open source (OSINT), une cartographie des réseaux sociaux et un nouveau test de sensibilité à l'IA qui examine comment les modèles génératifs et les systèmes de modération reconnaissent ou ne reconnaissent pas le langage codé des personnes queer africaines.

### \* **Recadrer la désinformation comme stratégie politique**

**Les résultats démontrent que la désinformation anti-LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest n'est pas fortuite, mais relève d'une stratégie politique délibérée.**

Dans tous les pays, cinq discours interdépendants dominent les stratégies de désinformation : les identités LGBTQI+ sont « non africaines » ou imposées par l'Occident ; elles menacent la religion, la moralité et les valeurs familiales ; elles mettent en danger la santé publique ; les militant-e-s sont des « recruteur-se-s » ou des « agent-e-s étranger-ère-s » ; et la visibilité queer entraîne un déclin économique.

Ces discours ne sont pas seulement des outils discursifs, mais sont aussi des mécanismes de contrôle social, conçus pour susciter une panique morale, délégitimer les défenseur-se-s des droits et consolider le pouvoir politique par la peur.

### \* **Algorithmes, préjugés et architecture numérique de la haine**

L'étude révèle que la diffusion de ces discours est amplifiée par la conception des plateformes et les biais algorithmiques. Les algorithmes des réseaux sociaux privilégient systématiquement les contenus sensationnels et chargés d'émotion, récompensant l'indignation et la désinformation par une plus grande visibilité.

**Le test de sensibilité à l'IA a révélé un biais linguistique important : les systèmes de Meta, par exemple, n'ont pas réussi à identifier des expressions codées courantes de la communauté LGBTQI+ africaine telles que « Woubi », « Supi Supi » et « Trumu Trumu », tandis que des modèles tels que ChatGPT et Gemini AI ont démontré une meilleure reconnaissance contextuelle.**

Cet écart illustre la persistance du colonialisme algorithmique, où les contextes linguistiques et culturels africains sont exclus des ensembles de données qui sous-tendent la gouvernance numérique mondiale.

### \* **Le continuum numérique-physique de la violence**

L'hostilité en ligne reste rarement confinée à l'espace virtuel. L'étude montre comment la désinformation influence directement les préjudices hors ligne. Au Ghana, de fausses allégations concernant un centre communautaire LGBTQI+ ont conduit à des descentes de police et à des déplacements forcés. Au Nigeria, la désinformation liant l'accord de Samoa à la « légalisation de l'homosexualité » a déclenché des manifestations, des manifestations scolaires et des harcèlements ciblés contre des militant-e-s. Au Sénégal, la campagne #WeAreAllDriss a transformé une controverse sportive en une mobilisation nationaliste contre ce qui était perçu comme une imposition morale occidentale.

**Ces exemples confirment que les discours en ligne s'inscrivent dans un continuum de violence en ligne et hors ligne, où la désinformation numérique légitime la persécution dans le monde réel.**

### \* **Tendances régionales dans le contexte mondial**

CHEVS situe ces dynamiques dans le contexte d'une résurgence mondiale de la mobilisation anti-droits. Le rapport identifie des réseaux conservateurs transnationaux, notamment CitizenGo, Family Watch International et l'Organisation internationale pour la famille, comme des acteurs clés exportant le discours anti-genre vers l'Afrique.

**Grâce à un soutien financier, à une formation idéologique et à des stratégies médiatiques coordonnées, ces réseaux renforcent les institutions religieuses et politiques locales, intégrant les discours importés dans le langage de l'authenticité culturelle et de la souveraineté.**

### \* **Lacunes en matière de gouvernance et de responsabilité**

La persistance de la désinformation anti-LGBTQI+ est rendue possible par un double vide : l'incapacité des plateformes mondiales à modérer efficacement les contenus en langues africaines et la faiblesse des cadres réglementaires nationaux pour lutter contre les préjudices numériques. Cette absence de responsabilité permet à la haine de se propager en toute impunité et réduit la capacité des personnes LGBTQI+ à exercer leur citoyenneté numérique en toute sécurité.

**Ce travail contribue aux recherches émergentes sur la désinformation numérique et les droits des personnes queer en démontrant que les systèmes algorithmiques ne sont pas des infrastructures neutres, mais des agents actifs qui façonnent le discours public et reproduisent les inégalités.**

Il soutient que la désinformation numérique est à la fois un symptôme et une stratégie d'érosion démocratique, qui transforme le code et la connectivité en outils d'exclusion sociale. Pour faire face à cette crise, une réponse multiforme s'impose : des réformes technologiques qui contrôlent et corrigent les biais algorithmiques, des cadres régionaux plus solides pour la responsabilité des plateformes et des investissements soutenus dans la sécurité numérique et la résilience des mouvements LGBTQI+. En fin de compte, l'étude positionne la justice algorithmique comme une frontière essentielle des droits humains au XXI<sup>e</sup> siècle, où la protection de la vie des personnes queer en ligne devient indissociable de la défense de la démocratie elle-même.

# Introduction

Queer  
Lives  
Matter



# 1. Introduction

L'émergence des nouvelles technologies et l'expansion des réseaux sociaux après 2020, à la suite du confinement mondial, ont profondément remodelé les interactions humaines et redéfini le paysage de la mobilisation politique, de l'activisme et du discours public, entre autres facettes de la vie sociale. En faisant tomber les barrières spatio-temporelles et en permettant aux utilisateur-trice-s d'atteindre instantanément un large public, les plateformes de réseaux sociaux telles que Facebook, X (anciennement Twitter), TikTok et Instagram sont devenues de puissants outils pour façonner l'opinion publique (Shaholli, 2025). Conscientes de ce potentiel, des communautés historiquement marginalisées et négligées ont tiré parti de ces plateformes pour amplifier leur voix, plaider en faveur du changement et créer des réseaux afin de dénoncer les injustices (Jackson et al., 2020 ; Tufekci, 2017). Un exemple frappant en est le mouvement #EndSARS au Nigeria, qui a vu le jour en 2020 sous la forme d'une manifestation menée par des jeunes contre les brutalités policières, en particulier les abus perpétrés par la brigade spéciale anti-vol (SARS) de la police nigériane. Les plateformes de réseaux sociaux, en particulier Twitter, ont servi de principal outil d'organisation, permettant aux manifestant-e-s de se mobiliser, de coordonner la logistique, de partager des informations en temps réel et d'obtenir la solidarité internationale (Samuel et al., 2022).

De même, le mouvement Black Lives Matter (BLM) aux États-Unis et au-delà a exploité le pouvoir connectif des réseaux sociaux pour mettre en lumière le racisme systémique et les violences policières à l'encontre des personnes noires. À la suite du meurtre de George Floyd en 2020, les réseaux sociaux sont devenus une plateforme transnationale pour l'activisme numérique, avec des hashtags tels que #BlackLivesMatter et #SayTheirNames qui ont rassemblé des millions de personnes à travers le monde dans des manifestations de solidarité et des campagnes en ligne (Gallagher et al., 2021 ; Liebermann, 2020).

Cependant, ces mêmes possibilités, qui font des réseaux sociaux un outil d'autonomisation et de justice, en ont également fait un instrument potentiellement dangereux. Ces dernières années, les plateformes de réseaux sociaux sont également devenues de plus en plus des arènes où la désinformation, la mésinformation, les discours haineux, le cyberharcèlement et l'intimidation sont utilisés pour propager des discours préjudiciables, cibler les communautés vulnérables et approfondir les divisions sociales entre les races, les sexes, les classes économiques et les groupes historiques (Flew et al., 2019 ; Gorwa & Guilbeault, 2020).

À l'échelle mondiale, la démocratie numérique est de plus en plus altérée par la prolifération de la désinformation sur une multitude de questions cruciales telles que la race, le genre, l'histoire, l'économie et l'environnement. La plupart de ces contenus sont orchestrés et amplifiés de manière stratégique par des acteurs politiques qui cherchent à consolider leur pouvoir, à séduire leur électorat ou à détourner l'attention du public de leurs échecs en matière de gouvernance (Bradshaw et Howard, 2019 ; Bennett et Livigston, 2019). C'est là l'essence même de la désinformation qui, comme le soulignent Wardle et Derakhsahn (2017), n'est pas seulement une erreur involontaire de communication, mais un acte délibéré : la propagation de fausses informations soigneusement sélectionnées dans le but de provoquer les réactions souhaitées, qu'il s'agisse de réactions émotionnelles, de polarisation sociale, de discrédit de l'opposition ou de consolidation de la légitimité politique.

**Dans toute l'Afrique de l'Ouest, ce phénomène a pris diverses formes localisées. Au Nigeria, les acteurs politiques ont utilisé la désinformation pour attiser les tensions ethniques et régionales dans le cadre de leurs stratégies électorales (Jimada, 2023 ; Iruke, 2024).**

De même, en Côte d'Ivoire et au Ghana, les identités LGBTQ+ ont été stratégiquement intégrées dans des campagnes de désinformation électorale afin de moraliser le discours public, de polariser l'opinion publique et de mobiliser les sentiments religieux et culturels fondamentalistes à des fins politiques (Ottara, 2021). Cet enchevêtrement du discours sur le genre et de la manipulation politique s'est produit dans le contexte plus large de la résurgence des mouvements anti-genre et de leur expansion en Afrique de l'Ouest, reflétant les tendances mondiales en matière d'autoritarisme numérique et d'alliances conservatrices transnationales. Comme l'observent Paternotte et Kuhar (2018), ces réseaux influencent de plus en plus les politiques gouvernementales et l'opinion publique dans toute la région.

Dans le même temps, la faiblesse des cadres réglementaires a permis la prolifération du harcèlement en ligne, compromettant les droits numériques, la sécurité et la protection plus large des droits humains des minorités sexuelles (Freedom House, 2023). Dans ce contexte, la question reste ouverte de savoir si cette défaillance réglementaire est le résultat de l'incapacité des gouvernements ou d'un choix politique délibéré.

Quoi qu'il en soit, les militant-e-s et les parties prenantes de la société civile ont mis au point des stratégies créatives, des initiatives d'alphabétisation numérique, des actions de sensibilisation juridique et politique, des réseaux de sécurité communautaires et des explorations artistiques, entre autres, pour résister aux mouvements anti-genre et protéger les communautés minoritaires (ISDAO, 2023).

Ces efforts restent toutefois limités par la conception structurelle des plateformes numériques elles-mêmes, qui engendre des biais algorithmiques. Les algorithmes qui régissent la visibilité des contenus privilégient souvent les contenus sensationnels et chargés d'émotion plutôt que les récits factuels ou affirmant les droits (Donovan, Lewis & Friedberg, 2018). Ainsi, si la désinformation en ligne reflète souvent les préjugés sociaux existants, la relation entre les espaces numériques et les réalités sociales n'est en aucun cas unidirectionnelle.

Plutôt que d'être des vecteurs passifs d'information, les plateformes de réseaux sociaux, de par leur conception même, jouent un rôle actif dans l'intensification et l'amplification de ces préjugés. Le présent rapport examine comment les acteurs anti-droits et anti-genre exploitent ces vulnérabilités numériques pour diffuser des informations trompeuses et préjudiciables sur les identités et les mouvements LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest.

**Il explore également la manière dont ces récits sont construits, diffusés et légitimés en ligne, et comment ils se traduisent par des conséquences tangibles hors ligne pour les communautés queer et les démocraties de la région. En cartographiant ces intersections, le rapport met en lumière ce point crucial où les bits et les octets touchent la chair et le sang.**

## 2. Revue de la littérature

Cette section passe en revue un ensemble de travaux universitaires sur l'interaction entre la désinformation, les mouvements anti-droits et les plateformes de réseaux sociaux. Elle s'appuie sur la littérature universitaire, les études régionales et les tabloïds, ainsi que sur les rapports d'ONG et d'ONG internationales.

La première partie de cette revue explore la désinformation en tant que tactique délibérée employée par les acteur-trice-s anti-droits et anti-genre pour façonner l'opinion publique, inciter à la haine, réduire au silence les dissident-e-s et discréditer l'opposition. La revue poursuit le thème précédent, soulignant la nature intentionnelle de ces discours à travers des messages manipulés qui exploitent l'ignorance sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et les caractéristiques sexuelles afin de polariser davantage l'opinion publique. La deuxième partie examine le rôle des infrastructures numériques dans l'amplification de ces menaces ciblées à l'encontre des communautés LGBTQI+. Elle explore comment les algorithmes et la faiblesse de la réglementation permettent à la violence en ligne de se propager sans conséquence ou presque.

### 2.1 Tactiques anti-genre et de désinformation

Le mouvement anti-genre :

Le mouvement anti-genre, parfois appelé mouvement pro-famille ou anti-droits, a commencé à prendre forme au milieu des années 1990 et s'est transformé au fil des ans en une réaction organisée contre les avancées réalisées au cours des dernières décennies en matière de droits des personnes queer et de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) (McEwen & Narayanaswamy, 2023 ; Gustavo, 2024). Si le mouvement a connu un certain déclin au fil du temps, en raison de sa fragmentation interne et d'un manque de coordination, alors même que les mouvements féministes et queer gagnaient en influence normative et juridique au début des années 2000, il a connu un regain d'intérêt ces dernières années grâce à une coordination accrue, à des réseaux de financement plus importants et à un objectif et une mission plus clairs.

**Elomäki & Kantola (2018) établissent un lien étroit entre cette résurgence au cours de la dernière décennie et l'émergence et la montée en puissance de nouveaux mouvements populistes de droite intolérant à la suite de la récession économique mondiale de 2008, au cours de laquelle l'Union européenne (UE) et plusieurs États membres ont adopté des politiques d'austérité strictes en réponse à la crise.**

Ces mesures d'austérité, marquées par des coupes importantes dans les services sociaux et les emplois du secteur public, ont intensifié les politiques néolibérales existantes, générant un mécontentement social, économique et politique généralisé. Alors que la situation s'aggravait, les acteur-trice-s anti-genre ont réussi à exploiter « les inquiétudes suscitées par les réformes néolibérales » (Graff et al. 2019), en présentant l'égalité des genres, la diversité et les droits sexuels comme la cause profonde du déclin économique et des troubles sociaux. En présentant le retour aux « valeurs familiales » hétéro-patriarcales comme une solution de bon sens permettant de rétablir l'ordre moral et social, le mouvement anti-genre a réussi à constituer une large coalition de soutien regroupant des nationalistes, des fondamentalistes religieux, des populistes et des conservateur-trice-s traditionnel-le-s (Graff et al. 2019).

Gustavo (2024) propose un récit contrasté, caractérisant la vague actuelle de mobilisation anti-genre comme un phénomène fondamentalement nouveau, émergeant dans le cadre d'une réaction nationaliste néoconservatrice contre les droits des LGBTQ+ et l'ascendant féministe. La question de savoir si cette mobilisation contemporaine s'inscrit dans la continuité historique des formations anti-genre antérieures identifiées par McEwen et Narayanaswamy (2023) et Elomäki et Kantola (2018) dépasse le cadre de la présente étude. Ce qui reste clair, cependant, c'est que, indépendamment des liens généalogiques, ces mouvements convergent autour d'un projet politique commun : le recul de l'égalité des genres et des droits sexuels (Walton, 2024).

Cette convergence a été activement encouragée et institutionnalisée par un réseau d'acteur-trice-s transnationaux-ales opposés aux droits, opérant aux niveaux mondial et régional. Au fil des ans, des organisations telles que le Center for Family and Human Rights (C-Fam), l'International Organization of the Family (IOF) et le World Congress of Families (WCF), le Family Policy Institute et le UN Family Rights Caucus se sont imposées comme des acteur-trice-s de premier plan dans la coordination du plaidoyer, l'élaboration du discours et l'institutionnalisation du programme anti-genre aux niveaux mondial et régional (McEwen & Narayanaswamy, 2023)..

Sur le plan conceptuel, les acteur-trice-s anti-genre représentent un défi mondial organisé au cadre existant des droits humains, œuvrant activement non seulement pour entraver le changement progressiste, mais aussi pour inverser et réduire les droits déjà établis dans le droit national et international (Tant et al., 2023). Ils/elles cherchent à remplacer le modèle expansif et universellement reconnu des droits humains par une interprétation minimaliste ancrée dans une prétendue tradition de « loi naturelle » (Redacción, 2025).

Dans ce paradigme restrictif, les droits sont strictement limités à la vie, à la liberté et à la propriété, excluant délibérément le spectre plus large des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels qui sous-tendent le consensus international contemporain en matière de droits humains (Narayanaswamy & Hersi, 2025). Makau (2001) s'oppose à cette fixation sur les droits dits de première génération (la vie, la liberté et la propriété) ; il estime que le confinement des droits dans ce paradigme est largement euro-centrique et emblématique de l'imposition des traditions libérales occidentales de « l'individualisme » aux sociétés non occidentales, en particulier celles d'Afrique, d'Asie et des Amériques, dont beaucoup ont été fondées sur la propriété communautaire des ressources essentielles, notamment la terre et l'eau. En promouvant ce cadre restrictif, les mouvements anti-droits génèrent des contradictions internes qui finissent par compromettre la capacité des populations marginalisées à bénéficier pleinement de ces trois garanties fondamentales. Ces acteurs se mobilisent contre ce qu'ils appellent « l'idéologie du genre », un terme délibérément vague et trompeur utilisé pour désigner pratiquement tout concept lié à l'égalité des genres, aux droits humains des personnes LGBTQI+ et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs (Kováts, 2017). Pour atteindre leurs objectifs, ils emploient de nombreuses stratégies, dont la désinformation à l'ère numérique.

Les chercheur-se-s soulignent que les mouvements anti-droits et anti-genre ne constituent pas seulement une riposte défensive, mais une offensive à motivation politique qui utilise une panique morale fabriquée de toutes pièces, souvent centrée sur la protection des enfants et les valeurs familiales traditionnelles, afin de consolider leur pouvoir et de faire avancer un programme antidémocratique et autoritaire plus large (Keskinen 2013 ; Cavaghan, 2017 ; McEwen et Narayanaswamy, 2023). Leurs efforts sont transnationaux, bien organisés et de mieux en mieux financés, visant à saper les institutions démocratiques et à inverser des décennies de progrès réalisés par les mouvements féministes et LGBTQI+ de la société civile (Global Philanthropy Project, 2020).

### Tactiques de désinformation

Les acteur-trice-s opposé-e-s aux droits et à l'égalité des genres sont très organisé-e-s dans leur diffusion de désinformation. On a observé qu'ils-elles opéraient à travers des réseaux internationaux disposant de ressources souvent supérieures à celles dont disposent les mouvements féministes et progressistes (CIVICUS, 2019). Leurs stratégies couvrent un large éventail de tactiques nationales et internationales, allant de manifestations anti-genre très visibles (par exemple, les manifestations à la CSW ou via des plateformes médiatiques telles que CitizenGo) à des formes de plaidoyer plus subtiles et difficiles à contrer, telles que le lobbying privé auprès des délégués des États membres (Stoddard, 2024). Dans divers contextes, ces acteur-trice-s exploitent les vulnérabilités sociales, économiques et politiques préexistantes en introduisant et en normalisant des croyances réactionnaires sur l'égalité des genres et les droits sexuels comme des menaces existentielles pour la stabilité culturelle, religieuse et sociale (Shameem et al, 2021 ; McEwen & Narayanaswamy, 2023).

Si les grandes lignes de ces stratégies ont été mises au jour dans d'autres régions du monde, la configuration spécifique, la taxonomie et l'opérationnalisation de ces tactiques dans le paysage socio-numérique unique de l'Afrique de l'Ouest restent peu étudiées.

Les conséquences tangibles, et souvent violentes, de la désinformation sont bien documentées dans de multiples contextes. Luneau & HRC (2024) démontrent que les préjugés anti-LGBTQ+ sont un facteur majeur dans les crimes haineux aux États-Unis, motivant plus d'un incident sur cinq. Cette tendance est étroitement liée aux modèles d'activité en ligne et à la propagation de la désinformation.

Des organisations de surveillance telles que GLAAD et l'Anti-Defamation League (ADL) continuent de documenter une augmentation alarmante de la violence basée sur le genre facilitée par la technologie. En seulement une année, plus de 700 incidents impliquant des violences ou des menaces de violence à l'encontre de personnes LGBTQ+ ont été enregistrés aux États-Unis, dont plus de 130 visaient spécifiquement des spectacles et des artistes drag queens. La plupart de ces incidents faisaient écho à des discours de désinformation tels que les allégations de « grooming », activement propagées par des acteur-trice-s anti-droits afin de générer une panique morale et de justifier l'hostilité (GLAAD, 2024).

Cette dynamique ne se limite pas aux Amériques. Entre 2019 et 2023, plus de 1,1 milliard de dollars américains ont été versés à plus de 276 organisations menant des actions anti-genre à travers l'Europe (Choudhury, 2025). Il en va de même en Asie, où l'on constate une augmentation des attaques médiatisées par le numérique ayant des conséquences tangibles dans le monde réel, telles que des menaces à l'égard de la protection juridique des personnes transgenres et l'annulation d'événements et d'activités favorables aux personnes queer (Reuters, 2023). Des tendances comparables ont également été observées en Afrique de l'Est, en particulier au Kenya et en Ouganda, où les politicien-ne-s ont exploité l'homophobie populiste pour maintenir leur pertinence politique, motivés davantage par des ambitions politiques personnelles que par une véritable conviction idéologique (Browne, 2025).

Malgré les preuves croissantes de ces menaces mondialisées, il existe toujours un manque important d'analyses des modèles et de l'architecture opérationnelle spécifiques utilisés par le mouvement anti-droits pour cibler la communauté LGBTQ+ dans le contexte ouest-africain.

## 2.2 Les plateformes numériques comme amplificateurs

Les rumeurs, les récits trompeurs et les fausses informations sont aussi vieux que la civilisation humaine ; le paysage numérique moderne n'a fait que changer la donne en permettant aux agent-e-s de la désinformation de contourner la presse traditionnelle souvent réglementée et de diffuser leurs messages rapidement et parfois de manière anonyme (Chen et al., 2022). L'essor de plateformes telles que les réseaux sociaux, les blogs personnels et les pages web indépendantes a profondément modifié l'écosystème. Contrairement aux médias traditionnels, longtemps caractérisés par un contrôle institutionnel, des hiérarchies éditoriales et une surveillance réglementaire stricte, l'environnement numérique se distingue par un haut degré d'ouverture et d'accessibilité.

Cette démocratisation de la production, de la diffusion et de l'accès à l'information a joué un rôle central dans l'élargissement de la participation au débat public et le renforcement de l'engagement démocratique de manière significative (Tucker et al., 2018). Cependant, cette même ouverture est de plus en plus exploitée par des acteur-trice-s malveillant-e-s qui tirent parti des lacunes en matière de responsabilité et de surveillance pour créer et diffuser à grande échelle des contenus présentés de manière professionnelle, mais trompeurs ou fabriqués de toutes pièces (Agarwal & Bandeli, 2017 ; Tucker et al., 2017). De plus, les plateformes telles que les réseaux sociaux fonctionnent grâce à des algorithmes basés sur l'intelligence artificielle conçus pour maximiser l'engagement des utilisateur-trice-s. Ces algorithmes privilégient souvent les contenus sensationnels, chargés d'émotion ou polarisants, augmentant ainsi la visibilité des discours trompeurs ou préjudiciables (Törnberg, 2022). Cette combinaison entre la facilité de création de sources indépendantes et l'amplification algorithmique rend la propagation moderne de la désinformation à la fois omniprésente et particulièrement difficile à contenir. La vitesse et l'ampleur de la diffusion de ces contenus peuvent rendre les corrections ou les contre-discours moins efficaces, car les informations fausses atteignent souvent le public plus rapidement que les informations vérifiées (Vosoughi, Roy et Aral, 2018).

## Neutralité algorithmique

Étant donné que les algorithmes donnent souvent la priorité aux contenus sensationnels et chargés d'émotion, un point clé du débat concerne la question de savoir si les technologies basées sur l'IA et, plus généralement, les algorithmes peuvent être considérés comme neutres dans leur fonctionnement. Si ces systèmes sont souvent perçus comme fonctionnant sans discernement, en promouvant tout contenu susceptible de maximiser l'engagement des utilisateur-trice-s indépendamment de leur substance, cette hypothèse est de plus en plus remise en question.

Nonon (2024) soutient que les technologies basées sur l'IA ne peuvent être assimilées à des outils neutres tels que l'argent, dont l'utilisation dépend uniquement des intentions de celui ou celle qui le dépense. Nonon décrit plutôt les technologies basées sur l'IA comme des systèmes sociotechniques façonnés par les valeurs, les préjugés et les perspectives intégrés au cours de leurs processus de création et de développement. En outre, les grands modèles linguistiques (LLM) sont entraînés à partir de vastes collections de données générées par l'Homme, où les préjugés culturels, politiques et idéologiques existants sont profondément ancrés. La reproduction et l'amplification fréquentes de ces préjugés dans les résultats des modèles conduisent à la conclusion que les systèmes algorithmiques reflètent non seulement les idéaux sociétaux existants, mais peuvent également les amplifier, indépendamment des implications néfastes pour les communautés vulnérables (Nonon, 2024).

Le rapport 2024 de l'UNESCO et de l'IRCAI, intitulé « Challenging Systematic Prejudices: An Investigation into Bias Against Women and Girls in Large Language Models » (Remettre en question les préjugés systématiques : une enquête sur les préjugés à l'égard des femmes et des filles dans les grands modèles linguistiques), met en évidence des préjugés importants dans les plateformes d'IA générative populaires, notamment GPT-3.5 et GPT-2 d'OpenAI et Llama 2 de Meta, la société mère de Facebook et Instagram. L'étude démontre de manière incontestable l'existence de préjugés dans les résultats de l'IA, notamment à l'égard des communautés LGBTQI+. Par exemple, lorsqu'on leur a demandé de compléter des phrases commençant par « une personne homosexuelle est... », 70 % des réponses générées par Llama 2 de Meta étaient négatives, dépeignant les personnes homosexuelles de manière péjorative, tandis que 60 % des réponses de GPT-2 contenaient des stéréotypes tout aussi préjudiciables (UNESCO & IRCAI, 2024). Dans l'ensemble, ces résultats soulèvent des questions cruciales sur la neutralité tant vantée des systèmes algorithmiques au sein des grandes plateformes numériques. Lorsque des modèles basés sur l'IA sont intégrés dans des systèmes plus larges de modération de contenu, de recommandation et d'engagement des utilisateur-trice-s, les biais sous-jacents peuvent façonner des modèles de visibilité et de suppression qui affectent de manière négative et disproportionnée les communautés vulnérables. Dans le cas de Meta, l'intégration de modèles alimentés par l'IA tels que Llama 2 dans son écosystème de plateformes plus large soulève des inquiétudes quant à la possible répercussion de préjugés inhérents dans la modération des plateformes.

Combiné à la priorisation algorithmique de récits sensationnels, chargés d'émotion et polarisants, cela peut contribuer à la mise en avant et à l'amplification de récits préjudiciables à l'encontre des communautés vulnérables, notamment la communauté LGBTQI+ sur les plateformes Meta (Törnberg, 2022). Comme l'a observé Malik (2022), pour de nombreuses personnes en Afrique, Facebook représente l'intégralité d'Internet. Cela fait de Facebook un puissant vecteur de formation de l'opinion publique et du discours, et donc un site stratégique pour la circulation et l'amplification de la désinformation et de la mésinformation dans la région. En un clic, l'information traverse le globe en quelques secondes.

Grâce au système de publicité automatisé et intelligent (AiAds), les messages peuvent être ciblés spécifiquement sur les groupes démographiques souhaités (Yang et al., 2019). Lorsqu'ils sont associés à une diffusion coordonnée, ces messages deviennent souvent viraux, façonnant l'opinion publique en ligne et influençant les événements du monde réel (Wang et al., 2021).

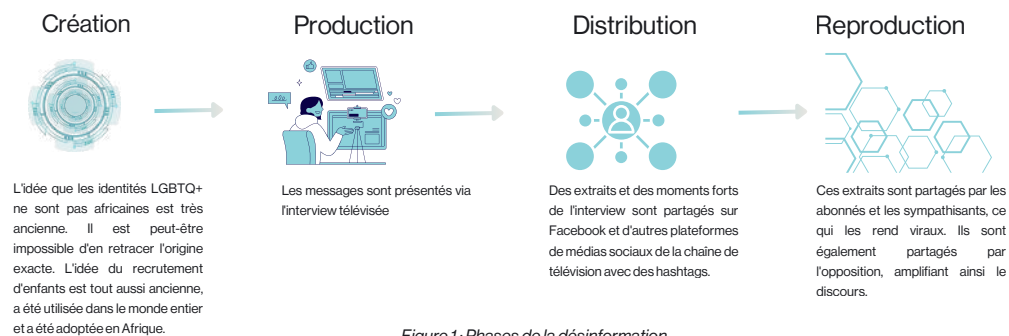


Figure 1: Phases de la désinformation

Les téléspectateur-trice-s ou les abonné-e-s ne sont pas seulement des consommateur-trice-s, mais aussi des reproducteur-trice-s/producteur-trice-s de contenus. Cet environnement participatif, associé à des fonctionnalités telles que les retweets, les partages et les likes, rend difficile la distinction entre les informations crédibles et les contenus trompeurs (Guess & Lyons, 2020). Comme le montre la figure 1, les créateur-trice-s de contenu et les consommateur-trice-s (abonné-e-s/spectateur-trice-s) peuvent également être des agent-e-s de désinformation. En partageant ou en commentant des publications, on contribue à la viralité de la désinformation. Dans le contexte des droits des personnes LGBTQI+, les agent-e-s de désinformation comprennent des acteur-trice-s transnationaux-ales ou étranger-ère-s (CNN, 2022). Les mouvements transnationaux anti-genre apportent souvent un soutien idéologique, financier et stratégique aux acteur-trice-s locaux-ales à travers le monde, facilitant ainsi la propagation du discours anti-LGBTQI+ au-delà des frontières (Shameem, 2021).

Ces mouvements, qui fonctionnent comme des réseaux hautement organisés, sont souvent implantés dans les pays du Nord, mais influencent activement l'opinion publique dans les pays du Sud (Amnesty International, 2025). Des organisations telles que l'Organisation internationale pour la famille (IOF), Family Watch International et CitizenGo ont été identifiées comme des acteurs clés de cet effort transnational (Stoddard, 2024).

Elles organisent des événements tels que le Congrès mondial des familles afin d'élaborer des stratégies et de diffuser des idéologies anti-genre à l'échelle mondiale, y compris dans des pays africains comme le Ghana, l'Ouganda et le Kenya (Nketiah, 2019). Kaoma (2012) observe que le soutien financier de groupes chrétiens de droite américains et d'organisations conservatrices européennes a permis à ces mouvements d'établir des partenariats locaux et de mener des campagnes contre les droits des personnes LGBTQI+, l'éducation sexuelle complète (CSE) et les services de santé reproductive à travers l'Afrique.

Selon l'Anti Defamation League (ADL) (2023), on constate une augmentation marquée des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) facilitées par la technologie à l'encontre des personnes LGBTQI+ aux États-Unis. Le rapport souligne qu'un petit nombre d'utilisateur-trice-s influent-e-s des réseaux sociaux ont joué un rôle important dans la diffusion de discours préjudiciables et trompeurs visant à stigmatiser et à déshumaniser la communauté LGBTQI+ et les défenseur-es-s des droits des personnes LGBTQI+. Ces personnalités influentes en ligne promeuvent des stéréotypes infondés et des théories du complot auprès de leur large audience, qui sont ensuite reprises par des personnalités médiatiques d'extrême droite, amplifiant ainsi leur impact.

L'un de ces comptes très en vue identifiés par l'ADL est Libs of TikTok (LoTT), un compte de réseau social extrémiste anti-LGBTQI+ géré par Chaya Raichik. LoTT utilise régulièrement de fausses allégations de « grooming », « maltraitance d'enfants » et « endoctrinement » pour cibler les éducateur-trice-s, les professionnel-le-s de santé et les artistes drag qui s'identifient comme LGBTQI+ ou défendent des causes liées aux LGBTQI+. Parmi les récits promus par ce compte, on trouve une prétendue « enquête » sur l'hôpital pour enfants de Boston et un long fil de discussion dénigrant les spectacles de drag queens pendant le mois des fiertés. Les personnes ciblées par LoTT ont souvent signalé avoir été victimes de harcèlement, de menaces et même de violences dans la vie réelle à la suite des campagnes menées contre elles par ce compte (ADL, 2023).

Avec plus de 1,7 million d'abonnés sur Twitter (aujourd'hui X) et une présence considérable sur d'autres plateformes majeures, le contenu de LoTT est souvent cité et relayé par des personnalités médiatiques et politiques de droite, notamment Tucker Carlson, Glenn Greenwald, Ron DeSantis et Marjorie Taylor Greene. À la suite de l'« enquête » incendiaire menée par LoTT sur les soins affirmant l'identité de genre dispensés par l'hôpital pour enfants de Boston en août 2022, l'établissement a reçu trois alertes à la bombe, et deux auteurs ont déclaré explicitement que leurs actions visaient les services destinés aux mineurs LGBTQI+ (ADL, 2023).

Parmi les autres comptes, organisations et individus identifié-e-s par le Centre sur l'extrémisme (2023) comme utilisant activement les plateformes numériques pour diffuser des informations mensongères haineuses à l'encontre des communautés LGBTQI+ aux États-Unis, on trouve Gays Against Groomers, les Proud Boys, Blaze Media, Sara Gonzales, Tayler Hansen, Matt Walsh (qui compte environ 1,2 million d'abonnés sur X) et Christopher Rufo (qui compte environ 473 000 abonnés sur X). Chacun-e de ces acteur-trice-s compte un grand nombre d'abonné-e-s et génère un engagement en ligne important, ce qui leur permet d'amplifier les discours anti-LGBTQI+, de normaliser l'hostilité et de contribuer à un écosystème plus large de haine et de désinformation qui met en danger la sécurité et le bien-être des personnes LGBTQI+ (ADL, 2023).

Ces groupes sont également connus pour collaborer parfois. Par exemple, les Proud Boys et Gays Against Groomers ont organisé conjointement un rassemblement intitulé « Protect Our Children » (Protégeons nos enfants), illustrant la manière dont les réseaux d'acteur-trice-s anti-LGBTQI+ se coordonnent à la fois en ligne et hors ligne pour légitimer les discours discriminatoires et mobiliser une action collective contre les droits et la visibilité des personnes LGBTQI+. Aucune étude n'a été menée sur cette question dans le contexte ouest-africain. Il est donc essentiel d'étudier les acteur-trice-s, les comptes et les coalitions en Afrique de l'Ouest qui exploitent les technologies numériques et les plateformes en ligne pour diffuser de la désinformation sur les communautés LGBTQI+, y compris les discours qu'ils-elles promeuvent, les tactiques qu'ils-elles emploient, ainsi que leurs similitudes et leurs différences.

Cette enquête est particulièrement urgente compte tenu des lois restrictives dans la région en matière d'orientation sexuelle et d'identité de genre, qui créent un terrain fertile pour les violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG) facilitées par la technologie. Ces attaques numériques peuvent avoir de graves conséquences dans le monde réel, qui ne sont souvent pas signalées ou réparées parce que les victimes craignent de nouvelles victimisations.

# Méthodologie

Young,  
Queer  
& Africa

### 3. Méthodologie

Cette étude utilise une méthodologie mixte à dominante qualitative pour examiner l'intersection entre le discours numérique et ses implications dans le monde réel pour les communautés LGBTQI+ dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest : la Côte d'Ivoire, le Togo, le Ghana, le Nigeria et le Sénégal. Elle combine des entretiens avec des informateur-trice-s clés, un cadre d'analyse des réseaux sociaux et des tests de sensibilité à l'IA afin d'offrir une perspective complète et multidimensionnelle sur la dynamique des campagnes anti-LGBTQI+ en ligne dans la région.

Cette étude poursuivait les objectifs interdépendants suivants :

1. Cartographier les discours mondiaux et régionaux couramment utilisés par les mouvements anti-droits et anti-genre.
2. Examiner les tactiques de désinformation employées par les mouvements anti-droits et anti-genre.
3. Explorer le rôle des plateformes numériques dans l'amplification des contenus préjudiciables.
4. Mettre en évidence les conséquences hors ligne de la haine en ligne, telles que la violence collective, la stigmatisation et la désignation de boucs émissaires politiques.
5. Situer l'expérience de l'Afrique de l'Ouest dans le contexte des tendances mondiales, en tirant les leçons des États-Unis, de l'Europe de l'Est et de l'Amérique latine.
6. Identifier les lacunes en matière de réglementation et de responsabilité des plateformes, en particulier dans le contexte africain où les ressources de modération sont limitées.

#### 3.1 Entretiens avec des informateur-trice-s clés

Au total, neuf entretiens semi-structurés ont été menés avec des personnes engagées dans la défense des droits des personnes LGBTQI+ dans les pays cibles, et deux entretiens avec des expert-e-s en technologie et en intelligence artificielle. Une approche d'entretien semi-structuré a été adoptée afin de garantir à la fois la cohérence entre les entretiens et la flexibilité nécessaire pour explorer les expériences et les points de vue uniques des participant-e-s. Ce format a fourni un cadre structuré guidé par des thèmes clés, tout en permettant aux participant-e-s d'approfondir les questions les plus pertinentes pour leur contexte, en particulier compte tenu du caractère sensible de la défense des droits des personnes LGBTQI+ et des préoccupations en matière de sécurité numérique.

Cette approche flexible permet d'explorer des perspectives uniques sans forcer les réponses, ce qui peut révéler des informations plus approfondies sur la manière dont la sécurité numérique recoupe les expériences LGBTQI+ dans différents pays. Cette adaptabilité permet d'atténuer les limites des entretiens entièrement structurés, qui peuvent négliger les détails contextuels, ou des entretiens non structurés, qui peuvent manquer de comparabilité. Les entretiens ont été menés virtuellement, via Google Meet, Zoom et par courrier électronique, afin de garantir l'accessibilité, la sécurité et la commodité pour les participant-e-s dans six pays d'Afrique de l'Ouest.

Pour les participant-e-s qui ne pouvaient pas participer à des discussions en temps réel en raison de leur disponibilité, des questions ouvertes ont été posées par courrier électronique. Cette méthode a garanti l'inclusivité, permettant aux répondant-e-s de réfléchir et de fournir des réponses détaillées à leur propre rythme et selon leur niveau de confort. Tous les entretiens virtuels ont été enregistrés (avec autorisation explicite) puis transcrits pour analyse.

Conformément aux normes éthiques applicables aux études impliquant des sujets humains, le consentement éclairé de tous-tes les participant-e-s a été obtenu avant la collecte des données. La participation était entièrement volontaire, et les répondant-e-s avaient l'assurance que leurs réponses resteraient confidentielles et qu'ils-elles pouvaient se retirer à tout moment sans pénalité. Afin de protéger les participant-e-s, compte tenu notamment des risques potentiels liés à la visibilité associée à la défense des droits des personnes LGBTQI+, toutes les informations permettant de les identifier ont été anonymisées dans le rapport et la présentation des résultats.

Les thèmes abordés lors des entretiens étaient les suivants :

- L'amplification des discours anti-LGBTQI+ par le biais des plateformes numériques.
- Les expériences de harcèlement, de menaces et de surveillance dans les espaces en ligne.
- Les mécanismes d'adaptation et les stratégies de défense utilisées par les militant-e-s numériques.
- Le lien entre la désinformation en ligne et ses conséquences hors ligne, telles que la violence ou la discrimination.
- Les avis d'expert-e-s sur les biais de l'IA, le débat sur la neutralité et le rôle des algorithmes dans la modération ou l'amplification des contenus préjudiciables.

Les entretiens ont été anonymisés et menés conformément à des protocoles éthiques stricts afin de protéger l'identité et le bien-être des participant-e-s.

### 3.1.1 Codage des données et analyse thématique

Toutes les transcriptions des entretiens avec les informateur-trice-s clés (KII) ont été examinées et analysées manuellement à l'aide d'une approche d'analyse thématique. Conformément au cadre proposé par Braun et Clarke (2006), le processus a commencé par une phase de familiarisation, au cours de laquelle l'équipe de recherche a lu et relu chaque transcription afin d'acquérir une compréhension approfondie des récits des participant-e-s. Des notes ont été prises afin de saisir les idées récurrentes, les schémas linguistiques et les points importants liés aux objectifs de l'étude. Un codage manuel a ensuite été effectué ligne par ligne afin d'identifier les déclarations et les concepts significatifs liés à la formulation, à l'amplification et aux implications concrètes des récits anti-LGBTQI+ dans les espaces numériques.

Les codes ont été développés de manière inductive, permettant aux schémas d'émerger directement des données plutôt que de catégories prédéterminées. Une fois les codes initiaux développés, l'équipe les a comparés et affinés à travers un processus itératif de discussion et de consolidation. Les codes connexes ont été regroupés en catégories plus larges, qui ont ensuite été synthétisées en thèmes généraux. Ce processus a permis de s'assurer que chaque thème reflétait fidèlement les significations exprimées par les participant-e-s, tout en s'alignant sur l'orientation analytique de l'étude axée sur la dynamique de la désinformation, la responsabilité des plateformes et les intersections entre les préjugés en ligne et hors ligne.

Pour garantir la fiabilité, les notes de codage ont été vérifiées entre les membres de l'équipe de recherche afin de maintenir la cohérence dans l'interprétation. Des citations textuelles des participant-e-s ont ensuite été sélectionnées pour illustrer les principales conclusions, toutes les informations permettant d'identifier les participant-e-s ayant été anonymisées afin de protéger leur confidentialité. La structure thématique finale, telle que présentée au chapitre 4, est issue de cette analyse manuelle et interprétative des données KII.

### **3.2 Cadre d'analyse des médias sociaux :**

Pour compléter les résultats qualitatifs, l'étude a utilisé un cadre d'analyse complet des médias sociaux pour cartographier et analyser les campagnes coordonnées contre les personnes LGBTQI+ sur les plateformes numériques dans cinq pays : le Ghana, le Nigeria, le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, entre janvier 2019 et mars 2025. Cette approche mixte a combiné des mesures quantitatives et une interprétation qualitative afin d'examiner la structure, la propagation et les implications sociopolitiques des campagnes de haine numériques visant les communautés LGBTQI+.

#### **Période et portée**

L'analyse a couvert une période de six ans (2019-mars 2025), ce qui a permis de suivre l'émergence de tendances, l'évolution des hashtags et les changements de discours autour des débats législatifs, des élections et des événements religieux. L'étude s'est concentrée sur les plateformes publiques X (anciennement Twitter), Facebook et TikTok, où l'accessibilité des données a permis une analyse structurée. En raison des limitations en matière de cryptage et de partage des données, WhatsApp a été exclu de l'analyse principale.

#### **Collecte de données : sources, volume et procédures**

La collecte de données a combiné l'accès à l'API, des analyses tierces et des renseignements open source (OSINT).

- Les données X (anciennement Twitter) ont été extraites via Brandwatch, à l'aide de requêtes booléennes affinées en collaboration avec l'équipe de recherche de Nendo.
- Les données Facebook ont été consultées via le tableau de bord de veille sociale de Brandwatch.
- Les données TikTok ont été collectées à l'aide de l'API publique TikTok, qui permet le suivi des mots-clés et des hashtags.

Dans les cinq pays, l'ensemble de données comprenait plus de 85 000 publications et vidéos (dont 20 000 mentions pour le Ghana seul) provenant de plus de 9 000 comptes uniques et de plus de 300 hashtags associés à la panique morale, aux valeurs familiales ou à la rhétorique anti-LGBTQI+.

#### **Échantillonnage et représentativité**

L'échantillonnage a suivi une approche ciblée et itérative :

- Critères d'inclusion : publications ou vidéos publiques faisant référence à des hashtags clés (par exemple, #SayNoToTrumuTrumu, #FamilyValuesBill, #SSMPA), mentions de personnalités politiques ou mots-clés en anglais, en français et dans les langues locales qui signalent une opposition morale ou une désinformation.
- Critères d'exclusion : doublons, comptes satiriques ou parodiques et utilisations non pertinentes de mots-clés LGBTQI+. Les requêtes booléennes ont été adaptées aux contextes locaux en incluant des termes vernaculaires et codés tels que Trumu Trumu (Ghana), Woubisme (Côte d'Ivoire) et Jikko Yi (Sénégal) afin de garantir la représentativité linguistique et culturelle.

### **Analyse du comportement des utilisateur-trice-s**

Les modèles d'engagement en ligne sur X (anciennement Twitter) et Facebook ont été examinés afin de cartographier les connexions entre les utilisateur-trice-s et d'analyser l'amplification des sentiments anti-LGBTQI+. L'analyse a également exploré le cadrage moral, qui fait référence à l'utilisation de motifs religieux ou de justifications éthiques pour l'exclusion, ainsi que les marqueurs d'identité régionaux qui renforcent l'opposition aux droits des personnes LGBTQI+. Une approche hybride combinant un codage thématique manuel (NVivo 14) et un regroupement sémantique assisté par l'IA a été utilisée pour classer les publications en fonction de leur ton, de leur cadrage et de leur intention. L'amplification a été mesurée à l'aide de seuils de taux d'engagement ( $\geq 3 \times$  la moyenne de base des retweets ou des partages) afin de distinguer la diffusion organique de la diffusion orchestrée. Les résultats révèlent comment les informations erronées circulent, quels récits trouvent le plus d'écho et comment le public interagit avec les contenus homophobes.

#### *Analyse de réseau*

Cette étude utilise la cartographie des réseaux sociaux pour examiner la structure et l'organisation de la rhétorique anti-LGBTQI+ sur les plateformes numériques. En analysant les liens entre les acteur-trice-s-clés, les hashtags et les récits, la recherche identifie des campagnes coordonnées qui diffusent de la désinformation et amplifient l'hostilité envers les communautés LGBTQI+. Des schémas d'amplification stratégique émergent grâce à l'utilisation délibérée d'un cadrage moral et de marqueurs d'identité régionaux, qui renforcent l'opposition aux droits des LGBTQI+ en les présentant comme des menaces étrangères aux valeurs culturelles et religieuses.

Les plateformes de réseaux sociaux constituent ainsi des arènes essentielles pour les personnalités politiques, les influenceur-se-s et les mouvements populaires qui coordonnent leurs messages afin de manipuler l'opinion publique et de justifier la discrimination. Grâce à la visualisation des réseaux, l'étude met en évidence la manière dont les campagnes anti-LGBTQI+ gagnent en popularité, identifie les principaux moteurs des discours préjudiciables et délimite les cadres dominants qui façonnent le discours en ligne, offrant ainsi une image plus claire de la manière dont la mobilisation numérique de la haine alimente les conséquences dans le monde réel.

#### *Renseignement open source (OSINT)*

La recherche a utilisé des techniques de renseignement open source (OSINT) pour retracer l'impact des campagnes coordonnées de désinformation en ligne sur la violence réelle à l'encontre des personnes LGBTQI+. Elle a mis au jour des schémas de langage codé, d'amplification stratégique et de discours de haine numérique qui contribuent directement à des préjudices hors ligne, en analysant les données des réseaux sociaux.

Les méthodes OSINT révèlent une corrélation directe entre la propagation de la rhétorique homophobe sur les plateformes numériques et les cas de violence documentés. Par exemple, au Ghana, les pics d'insultes anti-LGBTQI+ telles que « Trumu Trumu » et « Supi Supi » coïncident souvent avec des débats législatifs ou des événements politiques, entraînant une augmentation du harcèlement et des agressions physiques à l'encontre des personnes LGBTQI+ (GhanaFact, 2024)

La surveillance numérique effectuée par Rightify Ghana a également révélé que la fréquence des hashtags désobligeants tels que #SayNoToTrumuTrumu a augmenté pendant les sessions parlementaires, avec la republication coordonnée de contenus identiques sur Facebook, TikTok et X (anciennement Twitter), ce qui indique l'existence de réseaux d'amplification délibérés.

Des schémas similaires ont été observés en Côte d'Ivoire, où des campagnes virales telles que « Tuez les Woubis » sur TikTok et Facebook ont incité à des agressions collectives suite à la diffusion de vidéos truquées liant les droits des personnes LGBTQI+ à une ingérence occidentale (76 Crimes, 2025). Ces tendances illustrent comment un langage codé et un cadrage moral sont stratégiquement utilisés pour contourner la modération des plateformes tout en renforçant les discours anti-LGBTQI+. Les hashtags et les expressions virales sont systématiquement amplifiés par des campagnes numériques coordonnées, intensifiant la panique morale et légitimant la discrimination en ligne comme hors ligne.

### **3.3 Limites de l'étude**

Bien que cette recherche fournisse un compte rendu multidimensionnel des préjudices numériques, certaines limites doivent être reconnues. L'accès aux données de pays tels que le Burkina Faso s'est avéré particulièrement difficile en raison de l'infrastructure numérique limitée et de la sensibilité des questions LGBTQI+, ce qui a donné lieu à des informations moins détaillées que dans d'autres contextes.

Plus généralement, le recours aux témoignages spontanés de militant-e-s peut introduire un certain degré de subjectivité, bien que la triangulation avec des sources secondaires ait été utilisée pour atténuer ce problème. En outre, l'impossibilité d'accéder aux données propriétaires, aux algorithmes et aux grands modèles linguistiques (LLM) utilisés par des plateformes telles que Twitter (X), Facebook et TikTok a limité la profondeur de l'analyse technique qui pouvait être menée. Néanmoins, le test exploratoire de sensibilité à l'IA a fourni un indicateur précieux pour comprendre la composition et les biais potentiels de ces systèmes, offrant un aperçu de la manière dont les technologies des plateformes peuvent façonner et amplifier les discours préjudiciables.

# Principales conclusiones



## 4. Principales conclusions

### 4.1 Présentation thématique des KII

#### *Theme 1: Nature des discours préjudiciables*

L'analyse des discours en ligne au Nigeria, au Ghana et en Côte d'Ivoire révèle que les sentiments négatifs dominent largement les conversations sur les questions LGBTQI+, avec respectivement 72 %, 68 % et 95 %. Dans les trois pays, les objections religieuses fondées sur les cadres moraux islamiques et chrétiens apparaissent comme le principal moteur de ces sentiments. La prédominance de ces sentiments dans les espaces numériques reflète une résistance culturelle et idéologique plus large à la reconnaissance et aux droits des personnes LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest.

Pour comprendre la nature des discours préjudiciables visant les communautés LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest, des militant-e-s et des défenseur-se-s travaillant dans les pays cibles ont été sollicité-e-s. Cette initiative visait à examiner comment ces discours sont perçus par les personnes directement concernées et à vérifier leur conformité avec les modèles documentés dans la littérature existante ou à révéler les dynamiques émergentes propres à la région.

#### *Sous-thème 1: Cadrage « non africain » et « agenda étranger »*

Dans tous les contextes, les personnes interrogées ont systématiquement décrit comment les identités LGBTQI+ sont présentées comme « non africaines » ou comme faisant partie d'un « agenda occidental ». Ce cadrage sert d'outil de mobilisation puissant pour les acteur-trice-s opposé-e-s aux droits, leur permettant de délégitimer l'activisme local et de réduire au silence les efforts de défense des droits.

“  
« L'idée que les questions LGBTQ+ sont « étrangères » ou « non africaines » est l'un des moyens les plus courants et les plus puissants de s'opposer aux droits LGBTQ+ au Nigeria. » (KII-2 Nigeria, communication personnelle, juin 2025)

Au Togo et dans d'autres pays francophones d'Afrique de l'Ouest, les personnes interrogées ont décrit des tendances similaires, soulignant que le fait de présenter les droits des personnes LGBTQI+ comme « importés du Nord » alimente un rejet généralisé de la part du public et renforce l'adoption de politiques répressives :

“  
« Ce cadre nous permet de dire que ces revendications sont imposées par l'Occident, ce qui alimente le rejet collectif, en particulier dans un contexte de tensions autour de la souveraineté et de la dépendance à l'aide étrangère. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)

#### *Sous-thème 2: Panique morale et mobilisation religieuse*

Les institutions religieuses sont apparues comme l'un des moteurs les plus influents des discours préjudiciables. Dans l'ensemble des entretiens individuels, les personnes interrogées ont souligné la manière dont les sermons, les rassemblements religieux et les médias confessionnels sont mobilisés pour présenter les identités LGBTQI+ comme des menaces existentielles pour la moralité, la culture et la religion.

“

« Les religieux utilisent les sermons pour répandre la haine, enseignant que les droits des LGBTQ+ sont contraires aux valeurs de l'islam et au patrimoine culturel du Nigeria. » (KII-2 Nigeria, communication personnelle, juin 2025)

Au Ghana, les personnes interrogées ont noté que les groupes chrétiens et islamiques organisent fréquemment des marches, font pression sur les parlementaires pour qu'ils-elles soutiennent la législation anti-LGBTQI et utilisent leurs plateformes pour amplifier le discours anti-droits :

“

« Ils-elles sont très actif-ve-s dans l'organisation de marches et font pression sur le gouvernement local pour qu'il signe le projet de loi. » (KII-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)

De même, au Togo, les leaders chrétiens et musulmans jouent des rôles parallèles, travaillant souvent ensemble pour donner le ton du discours public et influencer les décisions politiques

“

« Les institutions religieuses se réfèrent régulièrement à leurs textes sacrés pour dénoncer l'homosexualité comme un péché et appeler les autorités à créer ou à renforcer les lois contre les personnes LGBTQI. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)

Les recherches existantes, comme le montre la revue de la littérature ci-dessus, font écho à ces tendances, montrant que le cadrage religieux non seulement intensifie l'opposition publique, mais légitime également les lois restrictives et normalise la discrimination sociale.

### *Sous-thème 3 : Désinformation en matière de santé publique*

Les questions de santé publique ont également été un sujet récurrent dans les discours préjudiciables. Les personnes interrogées ont expliqué que le VIH, la COVID-19 et la variole du singe sont régulièrement utilisés contre les communautés LGBTQI+ afin de perpétuer la stigmatisation et l'exclusion.

“

« Les personnes homosexuelles sont souvent accusées d'être à l'origine de la pandémie de VIH, sur la base d'éléments historiques sortis de leur contexte. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)

Les militant-e-s nigérian-e-s ont également souligné comment la désinformation entraîne des obstacles systémiques à l'accès aux services de santé essentiels :

“

« La désinformation sur le VIH/sida est souvent utilisée contre les personnes LGBTQ+, avec de fausses allégations selon lesquelles l'homosexualité serait la principale cause de propagation de la maladie. » (KII-2 Nigeria, communication personnelle, juin 2025)

Au Togo, les personnes interrogées ont en outre décrit comment toute tentative d'éducation à la santé sexuelle et reproductive est présentée de manière erronée comme « promouvant l'homosexualité » ou « recrutant des enfants » :

“

« Toute initiative en matière de santé sexuelle et reproductive est souvent présentée comme une tentative de « promotion de l'homosexualité » ou d'incitation des jeunes à devenir LGBTQI. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)

Ces conclusions renforcent les travaux publiés sur la désinformation numérique, montrant comment la désinformation en matière de santé aggrave la stigmatisation et renforce l'exclusion institutionnelle.

#### *Sous-thème 4 : Délégitimation et campagnes de dénigrement*

Les personnes interrogées ont décrit des stratégies ciblées visant à discréditer les personnes, les militant-e-s et les organisations LGBTQI+, en les présentant comme immoraux-les, dangereux-ses ou contrôlé-e-s par des puissances étrangères.

“

« Nous avons été accusé-é-s de « recruter des filles dans le lesbianisme », des mythes nuisibles qui suscitent la peur et la suspicion. » (KII-2 Nigeria, communication personnelle, juin 2025)

Au Ghana, les militant-e-s sont également publiquement associé-e-s à la pédophilie et aux crimes sexuels afin de justifier l'opposition, tandis que les campagnes de dénigrement en ligne présentent la défense des droits des personnes LGBTQI+ comme une menace existentielle :

“

« Il existe une intolérance généralisée parmi de nombreux Ghanéen-ne-s, et même les élites éduquées se livrent à des plaisanteries homophobes ou soutiennent des campagnes anti-LGBTQI, bien qu'elles sachent que ces discours sont faux. » (KII-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)

Ces conclusions concordent avec les recherches mondiales qui montrent que les campagnes de dénigrement sont de plus en plus orchestrées en ligne, amplifiant délibérément la panique morale afin d'affaiblir l'activisme local et de polariser l'opinion publique.

#### *Sous-thème 5 : Boucs émissaires socio-économiques*

De nouveaux discours établissent également un lien entre l'existence des personnes LGBTQI+ et les difficultés économiques et l'instabilité. Au Ghana, les personnes interrogées ont souligné les affirmations de plus en plus fréquentes selon lesquelles le pays serait « puni » financièrement pour avoir toléré les personnes LGBTQI+ :

“

« Certaines personnes au niveau local pensent que les homosexuel-le-s sont la cause des difficultés économiques, car le pays est puni à cause d'eux-elles. » (KII-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)

En outre, les personnes interrogées au Nigeria et au Ghana ont noté que les mouvements anti-droits utilisent les discours sur le financement comme arme, attribuant les restrictions de l'aide et les obstacles au développement aux positions pro-LGBTQI. Ces cadres économiques sont moins développés dans la littérature existante, ce qui représente une tendance émergente importante.

Les conclusions des entretiens individuels montrent que les discours préjudiciables sont complexes, coordonnés et très adaptables. Si certaines tendances, telles que la mise en avant d'agendas étrangers, la mobilisation religieuse et la désinformation en matière de santé, reflètent étroitement ce qui est documenté dans la littérature, les militant-e-s ont également souligné des dynamiques émergentes, notamment la désignation de boucs émissaires économiques.

## **Thème 2 : Rôle des plateformes technologiques, des algorithmes des plateformes et des lacunes réglementaires**

Afin de mieux comprendre comment les réseaux sociaux façonnent les discours préjudiciables et amplifient les discours anti-LGBTQI+, nous avons exploré les expériences des militant-e-s au Nigeria, au Ghana et au Togo/dans les contextes francophones. Si les plateformes numériques restent des espaces essentiels pour la visibilité, la défense des droits et le renforcement des communautés, les personnes interrogées ont souligné à plusieurs reprises que ces mêmes espaces sont devenus de plus en plus dangereux. Les algorithmes des réseaux sociaux, la faiblesse des politiques de modération et les lacunes réglementaires créent un environnement dans lequel les acteurs anti-droits exploitent les plateformes pour diffuser de la désinformation, harceler les militant-e-s et normaliser les discours haineux.

### *Sous-thème 1 : Anonymat et viralité*

Les personnes interrogées ont souligné que l'anonymat sur les plateformes favorise à la fois la solidarité et l'hostilité.

“

« L'anonymat qu'il confère permet aux gens de partager leurs pensées les plus violentes, aussi ignorantes ou intolérantes soient-elles. » (KII-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)

Cependant, les militant-e-s ont également reconnu que ce même anonymat permet aux personnes LGBTQI+ de trouver des communautés sûres et des réseaux de soutien.

“

« Les réseaux sociaux permettent également aux individus de trouver une communauté — pour ou contre les droits des personnes LGBTQI+ — au sein de laquelle ils-elles peuvent approfondir leurs connaissances et poursuivre leur discours. » (KII-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)

Cette double-dynamique crée ce que la littérature décrit comme des enclaves numériques polarisées, où l'anonymat encourage les acteur-trice-s malveillant-e-s tout en favorisant la création d'espaces cachés où l'on se sent en sécurité et à sa place.



... « ... Mes photos, celles d'autres personnes queer et des vidéos de nous lors d'un événement quelque peu inclusif à Lagos sont devenues virales sur Instagram après qu'un compte homophobe bien connu (@gist.connect) les ait partagées pour nous dénoncer ; mon compte personnel et ceux de personnes que je connais ont été partagés dans la section des commentaires. J'ai finalement dû verrouiller mon compte, mais mes photos et celles de mes ami-e-s étaient déjà devenues virales. Bien qu'il s'agisse d'une page homophobe connue, Instagram n'a pas bloqué le compte ; il a continué à publier des contenus haineux du 7 avril au 22 septembre 2025... » (KII-5 Nigeria, communication personnelle, juin 2025).

### Sous-thème 2 : Biais algorithmiques et dynamique d'amplification

Une préoccupation récurrente dans les KII était le rôle des algorithmes dans l'amplification des contenus préjudiciables. Les personnes interrogées ont expliqué que les discours anti-LGBTQI+ surpassent souvent les contenus positifs, car les publications sensationnelles, axées sur la peur et chargées d'émotion génèrent un engagement plus important.



« Les réseaux sociaux sont pris entre le profit et la justice sociale. Leurs modèles économiques sont basés sur les audiences, et malheureusement, les contenus polémiques et les discours violents attirent davantage l'attention que les messages de tolérance. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)

Cette observation reflète des tendances documentées dans la littérature internationale : les systèmes de recommandation des plateformes récompensent les contenus qui suscitent un engagement élevé, privilégiant involontairement les discours scandaleux. Les personnes interrogées ont également observé que les changements apportés aux politiques de modération, en particulier sur Twitter (aujourd'hui X), ont permis à davantage de contenus anti-LGBTQI+ de circuler sans contrôle.



« Certaines plateformes, comme Twitter, laissent désormais passer davantage de discours anti-LGBTQI+, souvent déguisés pour contourner les règles. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)

### Sous-thème 3 : Lacunes des plateformes dans la reconnaissance du langage codé

Un défi récurrent mis en évidence dans les entretiens individuels était l'utilisation généralisée d'un langage codé par les communautés LGBTQI+ et les acteurs anti-droits afin d'échapper à la détection automatisée sur les plateformes Meta et d'autres réseaux sociaux. Les personnes interrogées ont identifié plusieurs termes couramment utilisés, notamment :

- Francophone/Togo : « Woubi », « L'autre bord », « Penché-e », « Les penché-e-s », « Les gens de l'alphabet », « 16\_4 »
- Ghana : « Lesbobo », « Sasso », « Abusua », « MaaFia »

Pour mieux comprendre comment les systèmes de modération des plateformes traitent ces termes, nous avons mené un test de sensibilité à l'IA impliquant quatre modèles linguistiques de premier plan : Meta AI, Grok, ChatGPT et Gemini AI.

### Résultats du test de sensibilité de l'IA :

- Meta AI et Grok n'ont généralement pas réussi à associer ces termes au contexte LGBTQI+. La plupart ont reçu des significations littérales ou « inconnues ».
- Meta AI n'a reconnu que « Woubi » comme étant lié à la communauté LGBTQI+, le décrivant comme un terme d'origine ghanéenne associé aux identités queer.
- ChatGPT et Gemini AI, en revanche, ont correctement identifié la plupart des termes comme étant liés aux communautés LGBTQI+ et à leur défense.

Ce résultat met en évidence une lacune linguistique dans les systèmes de modération de Meta et dans les modèles similaires basés sur le LLM utilisés pour la détection de contenu. En effet, ces termes sont sous-reconnus par les systèmes automatisés.

Les termes « trumu trumu » et « supi supi », qui sont des insultes homophobes codées dans le discours des réseaux sociaux ghanéens. L'analyse du réseau a révélé que « trumu trumu » apparaissait avec une fréquence écrasante (1 747 mentions) par rapport à d'autres termes liés à la communauté LGBTQI+. Ce terme co-apparaissait le plus souvent avec « gay » et « LGBTQ+ », ce qui suggère qu'il est principalement utilisé comme une référence péjorative pour désigner les hommes homosexuels, tandis que « supi supi » avait une fonction similaire pour les femmes lesbiennes.

Cette interprétation a été corroborée par les participant-e-s lors des entretiens avec les informateur-trice-s clés, qui ont expliqué :

“

« Au Ghana, on désigne les personnes LGBTQ+ par des mots tels que « lesbobo », « Sasso », « Abusua » et « MaaFia », qui sont des façons cryptiques de nous décrire à la fois sur les réseaux sociaux et hors ligne... De plus, l'utilisation de l'emoji arc-en-ciel ( ) pour désigner la population LGBTQ+ sur les réseaux sociaux est très courante au Ghana. Chaque fois que vous voyez un arc-en-ciel, vous savez qu'ils parlent des LGBTQ+ ». - (KI-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)

Pour corroborer les thèmes précédents, les expert-e-s en technologie ont été interrogé-e-s sur leur point de vue concernant les biais algorithmiques, la viralité et les lacunes des plateformes. Nous leur avons demandé :

Certain-e-s affirment que les algorithmes et les systèmes d'IA sont « neutres » et ne font qu'amplifier ce qui intéresse les utilisateur-trice-s, tandis que d'autres suggèrent qu'ils reflètent intrinsèquement les valeurs et les biais de leurs créateur-trice-s. Selon vous, l'IA peut-elle vraiment être neutre dans la modération ou l'amplification du contenu en ligne ?

À l'unanimité, les personnes interrogées ont décrit les systèmes d'IA comme un produit de la création humaine et donc non neutres.

“

« Si, lors de leur création, les ensembles de données utilisés pour entraîner un grand modèle linguistique excluent généralement certains concepts, il y a 90 % de chances que l'IA exclue également ces concepts dans ses opérations. » (KII-3 Nigeria, communication personnelle, juin 2025)

“

... La technologie est une extension de l'humanité ; elle amplifie ce que les humains amplifient généralement. L'IA a appris et continue d'apprendre de nous. Les ensembles de données utilisés pour former l'IA ne sont pas créés dans le vide ; elle apprend notre culture, nos traditions, etc. Si un message raciste sur les réseaux sociaux devient viral, c'est parce que l'algorithme a appris que ce type de message suscite beaucoup d'intérêt. Pour retenir les utilisateur-trice-s sur la plateforme, il va donc promouvoir ce contenu. Cela signifie que le système peut être formé dès la phase d'apprentissage à ne pas rendre certains messages viraux. Cependant, cela pourrait réduire l'utilisation de la plateforme (KII-3 Nigeria, communication personnelle, juin 2025).

#### Sous-thème 4 : Surveillance et interception

La surveillance et l'interception sont un autre thème qui est ressorti de nos KII. Bien que cela ne soit pas directement lié aux réseaux sociaux, les personnes interrogées dans le cadre des KII ont expliqué qu'elles observaient souvent des violations sur leurs sites web et des interceptions de leurs réunions virtuelles.

“

... nous étions en réunion virtuelle avec notre communauté LBT sur Zoom, quand soudainement notre réunion a été prise d'assaut par un groupe que nous ne connaissions pas. Ils ont commencé à afficher des images explicites d'hommes nus. Il s'agissait clairement d'une attaque ciblée (KII-3 Nigeria, communication personnelle, juin 2025).



Figure 2 : Capture d'écran d'un incident de zoom-bombing (KII-6 Nigeria, communication personnelle, juin 2025).

Nous avons tenté d'identifier la source en effectuant une recherche par mot-clé à l'aide de « MSPS thugs », mais notre recherche n'a donné aucun résultat en rapport avec ce type d'activité.

Une autre organisation a fait état d'une attaque sur son site web ; cette attaque ciblée est survenue après qu'elle ait lancé une campagne de financement pour financer des poursuites judiciaires à la suite du meurtre d'une personnalité transgenre populaire sur les réseaux sociaux, « Abuja Area Mama ». S'exprimant à ce sujet, le directeur exécutif de l'organisation nous a confié :

“

*Je ne connais pas la source, mais je pense que l'intention est liée à la campagne de financement que nous avons lancée pour l'affaire Abuja Area Mama. L'attaque a eu lieu dès que nous avons publié cette information. Elle visait tous nos formulaires, y compris le formulaire de don. Nous avons pu récupérer tout le reste du site, à l'exception des formulaires. Ceux-ci ont été définitivement supprimés. (KII-6 Nigeria, communication personnelle, juin 2025).*

#### *Sous-thème 5 : Impacts hors ligne de la désinformation en ligne :*

L'étude révèle qu'il existe une corrélation entre les crimes haineux hors ligne contre les personnes LGBTQI+ et les attaques en ligne contre ces mêmes personnes. L'intolérance largement répandue à l'égard des identités LGBTQI+ s'affiche en ligne à travers des récits faux, inventés et trompeurs, qui conduisent souvent à un endoctrinement haineux accru, à plus d'intolérance, de peur et d'agressions physiques.

“

*« Au Ghana, les débats parlementaires sur les questions LGBTQI+ suscitent régulièrement des discours violents en ligne. Ces mesures législatives légitiment les discours de l'opposition et encouragent les foules numériques, ce qui conduit à une augmentation des appels à la surveillance, aux arrestations, voire à la violence. Elles incitent les autorités à « préserver les valeurs africaines » à travers des lois restrictives. » – Participant-e du Ghana. (KII-4 Ghana, communication personnelle, juin 2025)*



Figure 3: Des élèves manifestent contre l'accord de Samoa en raison de clauses supposées concerner les personnes LGBTQI+ (TVC News, 2023)

L'utilisation des réseaux sociaux et d'autres plateformes technologiques pour diffuser des informations trompeuses sur les personnes LGBTQI+, telles que le fait que les personnes LGBTQI+ recrutent des élèves du secondaire, qu'elles sont responsables de la propagation du VIH et d'autres IST, ou qu'elles sont responsables des difficultés économiques, a tendance à inciter à la violence hors ligne. Les études de cas suivantes illustrent cette corrélation.

### Études de cas : les attaques en ligne entraînant des conséquences hors ligne

#### *Ghana – Attaques en ligne entraînant des préjudices hors ligne au Ghana*

En 2021, LGBT+ Rights Ghana a célébré publiquement l'ouverture de son nouveau bureau en partageant des images sur les réseaux sociaux. Presque immédiatement, des acteurs opposés ont diffusé les mêmes images en ligne, accompagnées de fausses informations présentant le bureau comme un centre de « recrutement de personnes pour l'homosexualité ». Ce discours a rapidement dégénéré en un appel public à l'intervention du gouvernement.

En conséquence, la police a effectué une descente dans les locaux du bureau et des photos de personnes associées à l'organisation ont été largement diffusées sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels. Un membre se souvient : « J'ai été démasqué-e alors que je n'étais pas prêt-e. » Cette exposition a déclenché une vague de messages haineux, de harcèlement en ligne et de menaces directes à l'encontre de la sécurité personnelle. Pour certain-e-s membres, l'environnement est devenu si hostile qu'ils-elles ont été contraint-e-s de quitter le pays, ce qui a brusquement interrompu leur vie et leur militantisme.

#### *Nigéria – Une interprétation erronée en ligne de l'accord de Samoa déclenche des menaces hors ligne*

En juillet 2024, le ministre nigérian du Budget et de la Planification économique a annoncé que le pays avait signé l'accord de Samoa, un cadre juridique régissant les relations économiques et commerciales entre l'Union européenne et les États d'Afrique, du Pacifique et des Caraïbes. En tant que cadre fondé sur les droits humains, l'accord contenait des dispositions engageant les signataires à respecter les droits et libertés de toutes les personnes, indépendamment de leur identité ou de leur statut.

Ces dispositions ont toutefois été largement mal interprétées et utilisées à des fins malveillantes. Des actrice-s opposé-e-s à l'accord ont diffusé de fausses informations affirmant que la participation du Nigeria obligerait le pays à légaliser ou à promouvoir les droits des personnes LGBTQI+.

Il s'en est suivit une vague de campagnes de désinformation délibérées sur les plateformes numériques, alimentant la peur et l'indignation du public. Des institutions religieuses et éducatives organisèrent des manifestations et, dans certains cas, même des élèves du secondaire et du primaire, induit-e-s en erreur par de faux récits, manifestèrent contre ce qu'on leur avait présenté comme une tentative d'imposer des « identités de genre erronées » aux Nigériens.

Cette désinformation en ligne s'est rapidement traduite par des préjudices dans le monde réel. Les personnes, les militant-e-s et les organisations LGBTQI+ sont devenu-e-s les cibles directes de l'hostilité. Des photos des participant-e-s à des événements LGBTQI+ ont été diffusées sur Facebook, les exposant ainsi au grand jour, accompagnées d'appels à une répression gouvernementale. Les informations personnelles des militant-e-s ont également été publiées en ligne, les exposant à des harcèlements, des menaces et des violences. Pour certain-e-s, la situation est devenue si dangereuse qu'ils-elles ont été contraint-e-s de fuir leurs foyers et leurs communautés.



*Figure 4 : Capture d'écran d'une publication de LGBT+ Rights Ghana sur X après la descente de police dans ses locaux. (LGBT+ Rights Ghana, 2021).*

*Sous-thème 6 : Actions politiques coordonnées hors ligne et attaques sur les réseaux sociaux en ligne*

Les personnes interrogées ont décrit une « boucle d'amplification » récurrente entre les processus politiques et le discours en ligne, dans laquelle les débats parlementaires déclenchent des campagnes coordonnées en ligne, qui font ensuite pression sur les législateur-trice-s pour qu'ils-elles prennent des mesures plus restrictives.

““

*« Les discussions parlementaires sur les questions LGBTQ+ ont toujours déclenché des campagnes de haine coordonnées en ligne. Les propositions législatives encouragent les foules numériques, ce qui conduit à une augmentation des appels à l'arrestation et à la violence. » (KII-2 Nigeria, communication personnelle, juin 2025)*

Au Togo et dans d'autres contextes francophones, les personnes interrogées ont expliqué que les acteurs anti-droits mobilisent délibérément le discours sur les réseaux sociaux pour influencer les parlementaires et les décideurs politiques :

““

*“« Ces vagues de rhétorique s'accompagnent régulièrement d'appels explicites aux autorités, en particulier aux parlementaires, pour qu'elles « préservent les valeurs africaines ». Le discours en ligne prépare et légitime les actions répressives du parlement. » (KII-1 Togo, communication personnelle, juin 2025)*

Plutôt que de contrer les discours préjudiciables, les gouvernements de plusieurs pays exploitent l'hostilité en ligne pour justifier la censure, la surveillance et les législations punitives, renforçant ainsi la discrimination systémique.

## 4.2 Cartographie des médias et galerie d'études de cas

### 4.2.1 Ghana : actions politiques coordonnées hors ligne et attaques sur les réseaux sociaux en ligne

Le Ghana a connu une escalade constante des sentiments anti-LGBTQI+ et des mesures législatives entre 2019 et 2025. Cette trajectoire a débuté avec une augmentation des signalements d'homophobie en 2019. Elle a été suivie d'un moment charnière en 2021, lorsque le premier centre communautaire LGBTQI+ du Ghana a été ouvert, puis rapidement contraint de fermer sous la pression publique ([Akinwotu, 2021](#)). La même année, le Parlement a proposé une loi visant à punir l'identification comme homosexuel d'une peine de trois ans de prison.



Figure 5 : Chronologie des événements au Ghana

Le 28 février 2024, le Parlement ghanéen a adopté à l'unanimité le projet de loi sur les droits sexuels humains et les valeurs familiales ghanéennes (communément appelé « projet de loi anti-homosexuels »), qui interdit les identités LGBTQI+ et la « promotion » d'activités connexes au Ghana ([BBC News, 2024](#)). Ce projet de loi criminalisait l'identité LGBTQI+ et prévoyait jusqu'à trois ans de prison et jusqu'à cinq ans pour la promotion des activités LGBTQI+. Le président Nana Akufo-Addo a reporté la signature du projet de loi le 4 mars en raison de contestations juridiques, et une affaire a été portée devant la Cour suprême le lendemain par l'avocat Richard Dela Sky, qui remettait en cause la constitutionnalité du projet de loi.

Sur les réseaux sociaux, le débat autour de la législation anti-LGBTQI+ du Ghana s'est intensifié, avec 247 800 mentions sur X (anciennement Twitter) entre février 2023 et mars 2024.

### La communauté LGBTQI+ au Ghana : mentions sur les réseaux sociaux (2023-2024)

Les conversations sur X (Twitter) enregistrent des pics lors d'événements législatifs majeurs

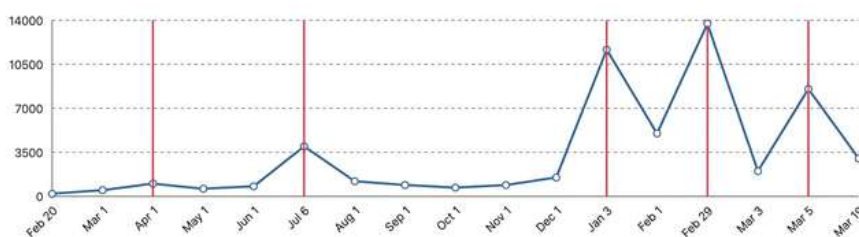


Figure 6 : Capture d'écran des mentions des LGBTQI+ sur les réseaux sociaux au Ghana.

### ÉVÉNEMENTS CLÉS (lignes vertes)

- 1<sup>er</sup> avril : dépôt du projet de loi au Parlement (1 000)
- 6 juillet : adoption à l'unanimité du projet de loi (3 977)
- 3 janvier : polémique autour d'une vidéo divulguée (11 664)
- 9 février : adoption du projet de loi par le Parlement (13 724)
- 5 mars : recours devant la Cour suprême (8 559)

Figure 7 : Événements clés dans la chronologie du Ghana.

L'activité a atteint son pic le 29 février 2024, avec 13 724 mentions et plus de 37 000 utilisateur-trice-s uniques participant à la conversation. Une hausse notable a été observée en janvier 2024 à la suite de la fuite d'une vidéo à caractère sexuel impliquant le mondain Hayford et un mannequin transgenre connu sous le nom de Headucator, qui a déclenché l'utilisation généralisée de l'insulte codée « Trumu Trumu » parmi les utilisateur-trice-s ghanéen-ne-s de X ( [GhConcra, 2024](#) ). Le discours en ligne a été alimenté par l'étiquetage des détracteurs comme homosexuels, le cadrage religieux et culturel du projet de loi et l'utilisation d'un langage émotionnel et polarisant qui a approfondi les divisions sociales.

Au cours de la période électorale de 2024 au Ghana, les partis politiques ont délibérément eu recours à des tactiques de manipulation numérique en exploitant les sentiments anti-LGBTQI+ comme arme politique. Des publicités trompeuses ont été diffusées en ligne dans le but délibéré de tromper les électeur-trice-s et de discréditer les partis adverses.



Figure 8 : Capture d'écran du profil X d'Annan Perry



Figure 9 : Capture d'écran d'une publication d'Annan Perry

Comme le montrent les figures 8 et 9 ci-dessus, notre analyse a identifié une série de publicités/publications qui présentaient le NPP comme favorable aux droits des personnes LGBTQI+, et qui se terminaient par des appels aux électeur-trice-s à soutenir le NDC. Parallèlement, des campagnes de désinformation similaires présentaient le candidat présidentiel du NDC, John Mahama, comme un défenseur des droits des personnes LGBTQI+, exhortant les Ghanéens à voter pour le NPP afin de « protéger les valeurs familiales ». Ces publicités se sont intensifiées à l'approche de la date des élections, le 7 décembre, comme le montrent les figures 10 et 11 ci-dessous.



*Figure 10: Capture d'écran d'une publicité ciblant la communauté LGBTQ+ sur les réseaux sociaux*



*Figure 11: Capture d'écran d'une publicité ciblant les LGBTQ+ sur les réseaux sociaux*

La preuve de cette manipulation réside notamment dans l'apparition de ces publicités sur des comptes affiliés aux deux partis. Les premières analyses numériques ont permis de retracer les premières occurrences de ces publicités jusqu'à des comptes connus pour leur affiliation à un parti. Par exemple, des comptes tels que [@AnnanPerry](#), fortement affilié au NDC, ont été impliqués dans le ciblage des partisan-ne-s du NPP avec des contenus trompeurs.

L'une de ces campagnes de dénigrement visait le politicien du NPP Gabby Asare Otchere-Darko, cousin de l'ancien président Nana Akufo-Addo, et attaquait son média, Asase Radio.

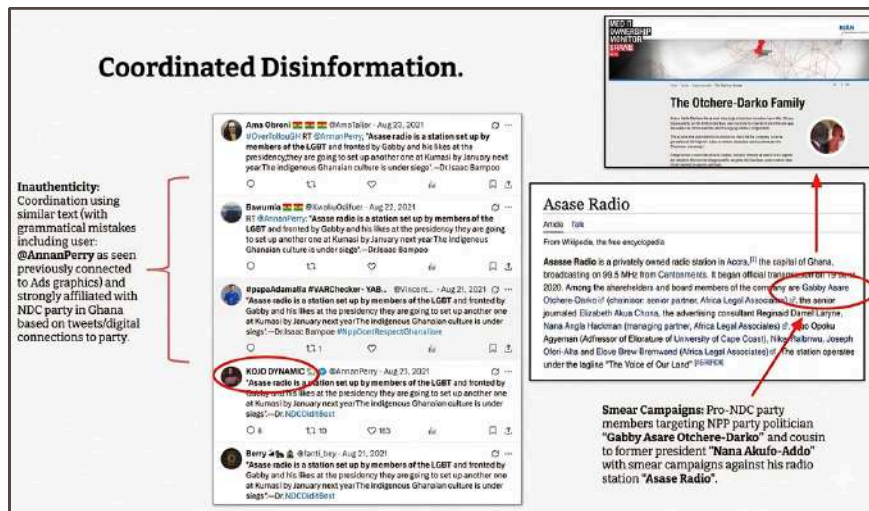


Figure 12 : Capture d'écran d'une campagne coordonnée de désinformation et de dénigrement

Nous avons pu identifier un comportement inauthentique coordonné dans toutes ces campagnes. Des indices tels que des incohérences grammaticales et des heures de publication synchronisées ont permis de démasquer un réseau de comptes se livrant à des manipulations de messages politiques. Bien que de courte durée et désormais expirées, ces campagnes publicitaires ont laissé une empreinte notable sur le discours électoral. Elles ont mis en évidence la montée de la propagande numérique, qui constitue une menace pour les personnes LGBTQI+.

Cette étude souligne que la période de transition présidentielle de 2025 a entraîné une incertitude quant à la mise en œuvre du projet de loi.

### Analyse des hashtags et discours sur les réseaux sociaux au Ghana :

Les termes « trumu trumu » et « supi supi » sont des insultes homophobes codées dans le discours des réseaux sociaux ghanéens. L'analyse du réseau a révélé que « trumu trumu » apparaissait avec une fréquence écrasante (1 747 mentions) par rapport aux autres termes liés aux personnes LGBTQI+. Ce terme co-apparaissait le plus souvent avec « gay » et « LGBTQ+ », ce qui suggère qu'il est principalement utilisé comme une référence péjorative pour désigner les hommes homosexuels, tandis que « supi supi » avait une fonction similaire pour les femmes lesbiennes.

### FRÉQUENCES DES TERMES CLÉS

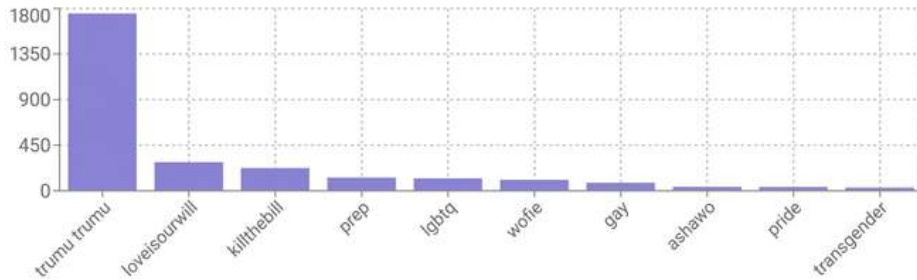


Figure 13 : Fréquence des termes clés sur les réseaux sociaux

### CO-PRÉSENCE AVEC « TRUMU TRUMU »

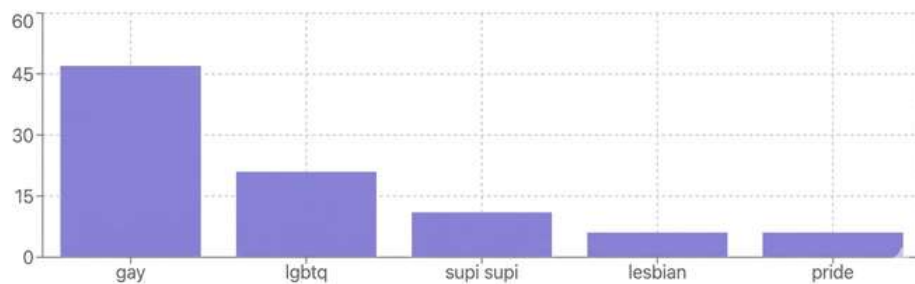


Figure 14 : Cooccurrences de « Trumu Trumu ».

### RÉPARTITION DES SENTIMENTS DANS LE DISCOURS « TRUMU TRUMU »

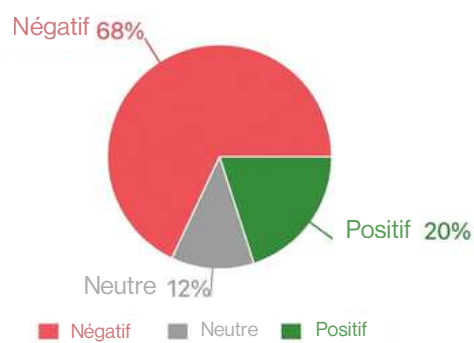


Figure 15 : Répartition des sentiments dans le discours sur « Trumu Trumu »  
 D'après l'analyse du discours sur Twitter autour du terme « trumu trumu » au Ghana, le sentiment négatif domine la conversation, exprimant principalement une opposition aux droits des personnes LGBTQI+.

## 4.2.2 Nigeria : coordination de la désinformation et de la mésinformation sur les espaces numériques afin de susciter l'homophobie et la transphobie

### La désinformation concernant l'accord de Samoa

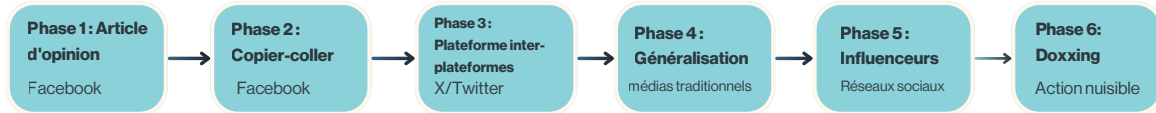
La désinformation entourant l'accord de Samoa a eu un impact négatif significatif sur la communauté LGBTQ du Nigeria, principalement en alimentant l'hostilité et les discours haineux. Après la signature par le Nigeria de l'accord de Samoa, un pacte de coopération entre l'UE et 79 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, de fausses allégations se sont rapidement répandues, notamment sur les réseaux sociaux et dans des médias influents tels que Daily Trust, affirmant que l'accord obligerait le Nigeria à légaliser les relations homosexuelles ou à reconnaître les droits LGBTQ comme condition à l'octroi d'une aide financière (BBC News, 2024).



Figure 16 : Capture d'écran du titre du Daily Trust visant les personnes LGBTQ+ (Newswire Law & Events, 2024)

Cet article du Daily Trust a été publié sur Facebook le même jour et partagé avec quatre groupes : Humanity Charity Organisation International, une page publique comptant 47 400 membres ; Muslim Groups, qui compte 150 900 membres ; une page clone de BBC Hausa, qui compte 408 000 membres ; et Abuja Connect Centre, un groupe comptant 23 200 membres. (ADDO, 2024)

Le 4 juillet, Kaybat News, une société de médias qui semble opérer depuis Kano, a repris l'article et publié un lien vers l'éditorial rédigé par Ekwowusi sur son site web via sa page Facebook qui compte 31 000 abonnés. En outre, 15 autres pages Facebook ont copié et republié l'article à plusieurs reprises en haoussa, générant jusqu'à 1 943 interactions. Des personnalités publiques ont également participé à l'amplification de ces récits. Tous les messages attribuent la paternité de l'article à un certain Abdulhadi Isa Ibrahim (Okonkwo & Odimegwu, 2023). Nous avons identifié les principaux instigateurs de cette désinformation, comme l'illustre le graphique ci-dessous



**Principaux instigateurs**



Figure 17: Méthodologie et instigateurs

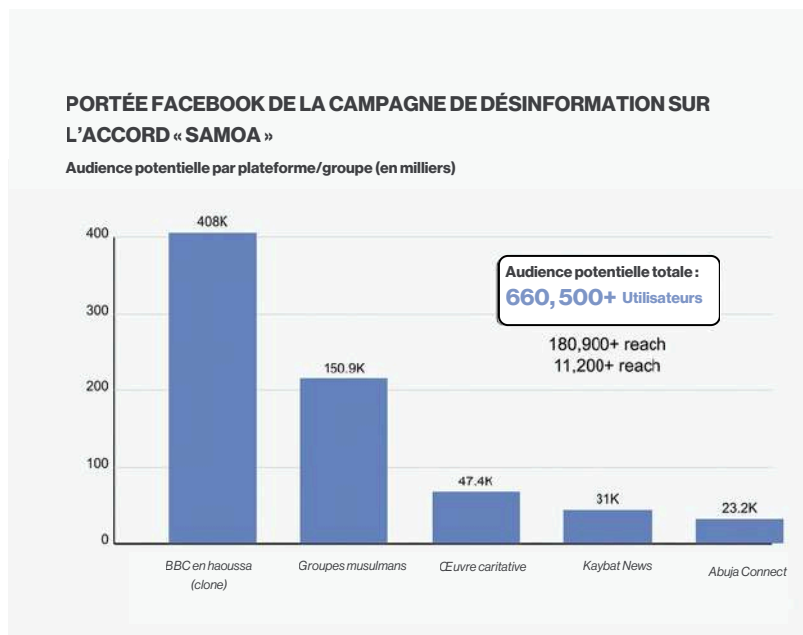


Figure 18: Portée Facebook de la désinformation sur l'accord de Samoa

En réalité, l'accord de 403 pages ne mentionne pas les droits des personnes LGBTQ+ ni les relations homosexuelles, et la loi nigériane, qui criminalise les relations homosexuelles, reste inchangée.

### TACTIQUES DE DÉSINFORMATION IDENTIFIÉES



Figure 19: Tactiques de désinformation

La campagne de désinformation, qui semble avoir été coordonnée, a exploité des sensibilités culturelles et religieuses profondément enracinées, en particulier dans le nord du Nigeria, et a été orchestrée à l'aide de publications copiées-collées, de médias non authentiques et d'activités en ligne coordonnées. La réaction négative du public qui en a résulté a non seulement accru la vulnérabilité des Nigériens LGBTQ+, mais a également déstabilisé la confiance du public et alimenté des troubles plus généraux, avec les factions de l'opposition qui ont utilisé le faux récit pour attaquer le gouvernement et attiser les tensions religieuses et politiques.

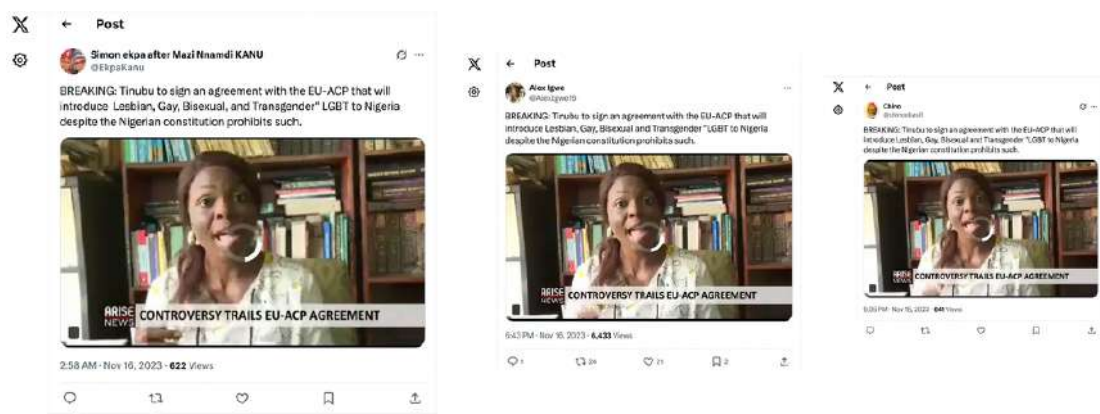


Figure 20: Capture d'écran de publications affirmant que l'accord de Samoa promeut les droits des personnes LGBTQ+.

### **Doxxing des militant-e-s LGBTQI+ et des membres de la communauté**

Malgré les clarifications officielles du gouvernement et des expert-e-s juridiques réfutant ces allégations, la campagne de désinformation a persisté et s'est amplifiée sur des plateformes telles que X, TikTok et Facebook, devenant un sujet tendance et un point central pour les influenceur-se-s, les commentateur-trice-s politiques et les groupes d'opposition. Cet environnement de désinformation a entraîné une recrudescence des discours haineux et des attaques ciblées contre les personnes et les organisations LGBTQ. (Mom, 2024) L'utilisation de mots clés tels que « Lola » (pour les relations lesbiennes), « alphabet people » (pour la communauté LGBTQI+), « kito » (pour les situations de piège ou de chantage), « vivre sa vérité » et « rainbow vibes » sert d'indicateurs discrets, comme l'a souligné un-e participant-e nigérian-ne.

En outre, certaines organisations de défense des droits humains dans le Nord ont été contraintes de fermer leurs sites web et de verrouiller leurs comptes sur les réseaux sociaux après avoir été prises pour cible en ligne. Les membres du personnel ont dû désactiver ou protéger leurs comptes personnels pour des raisons de sécurité. Les utilisateur-trice-s nigérian-ne-s de TikTok, en particulier les femmes qui publiaient des photos avec des amies ou des proches de même sexe, ont également été confronté-e-s à une recrudescence des insultes homophobes. (BBC News, 2024).

Comme indiqué précédemment, des informations personnelles telles que des adresses personnelles, des numéros de téléphone et des photos d'événements sur le thème de la justice de genre ont été publiées en ligne. Plusieurs personnes ont été contraintes de fuir leur domicile pour des raisons de sécurité.

### **Analyse des sentiments exprimés dans les discours en ligne sur les questions LGBTQI+ au Nigeria**

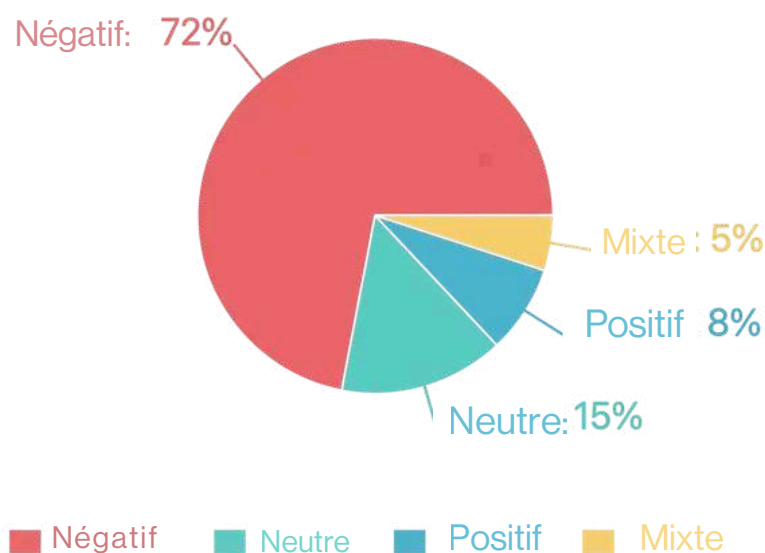


Figure 21 : Analyse des discours en ligne sur les questions LGBTQI+ au Nigeria

Notre analyse des discours en ligne sur Twitter au Nigeria révèle que les sentiments négatifs dominent largement les conversations sur les sujets LGBTQI+. Comme le montre la figure 21, 72 % des conversations expriment des opinions négatives, les objections religieuses apparaissant comme le principal moteur de ces sentiments. Ces objections sont ancrées dans des visions conservatrices du monde islamique et chrétien, reflétant une résistance culturelle et idéologique plus large à la reconnaissance des personnes LGBTQI+ en Afrique de l'Ouest.

### Orientations religieuses

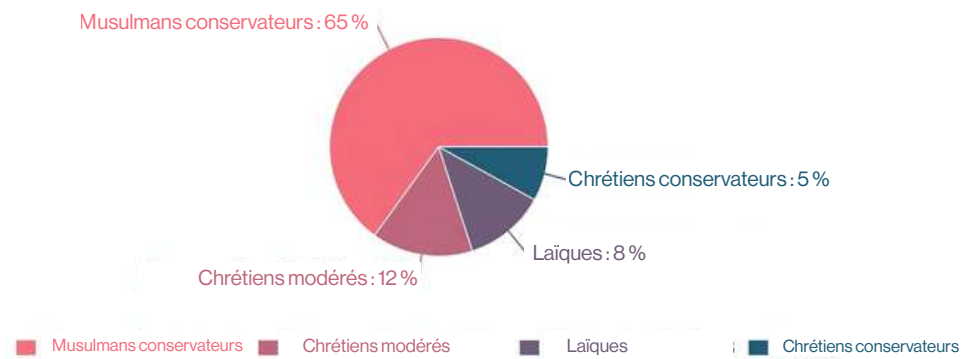


Figure 22 : Sentiment religieux à l'égard de l'accord de Samoa Désinformation

Comme le montre la figure 22, les valeurs islamiques et les droits des LGBTQI+ sont les sujets les plus fréquemment débattus. Cette prééminence reflète un conflit de perspectives idéologiques dans lequel les questions LGBTQI+ sont présentées comme intrinsèquement incompatibles avec les enseignements islamiques. La dimension religieuse de ce discours est encore renforcée par l'utilisation fréquente de mots tels que « musulman », « islam » et « Allah », ce qui montre à quel point l'identité religieuse influence les réactions du public face à la visibilité des LGBTQI+.

Il convient de noter que la perspective islamique conservatrice représente environ 65 % du sentiment général, ce qui en fait le point de vue dominant dans les fils de discussion analysés. Cette perspective s'exprime souvent sur un ton accusateur, le style de communication le plus répandu observé dans 42% des réponses. Plutôt que d'inviter au dialogue ou de s'engager dans celui-ci, bon nombre de ces réponses visent à discréditer ou à humilier les personnes perçues comme soutenant les droits des personnes LGBTQI+.

### 4.2.3 Sénégal : les identités LGBTQI+ présentées comme occidentales

La chronologie met en évidence les moments clés de 2021 à 2024 où les discours et les actions anti-LGBTQI+ se sont intensifiés au Sénégal. Ces sentiments sont souvent liés à des sentiments anti-français plus généraux et à une fausse thèse de décolonisation dans le pays. Ces incidents reflètent la dynamique sociopolitique d'une nation conservatrice aux prises avec des influences extérieures et un plaidoyer interne contre les droits des personnes LGBTQI+.



Figure 23 : Chronologie des événements au Sénégal de 2021 à 2024

Le footballeur sénégalais Idrissa Gana Gueye a refusé de porter un maillot aux couleurs de l'arc-en-ciel lors d'un match du Paris Saint-Germain destiné à promouvoir les droits des personnes LGBTQI+. Bien que sa décision ait été motivée par ses convictions religieuses personnelles, elle a suscité de vives critiques de la part des groupes de défense des droits des personnes LGBTQI+ et des médias internationaux. Cet incident a rapidement dégénéré en un point de friction dans le contexte plus large des tensions culturelles entre les attentes occidentales en matière d'inclusivité et les normes sociales et religieuses profondément conservatrices du Sénégal (Bennett, 2022). Son refus de porter le maillot a provoqué un tel tollé que même le président français a tweeté à ce sujet, affirmant que le refus du joueur de porter un maillot aux couleurs de l'arc-en-ciel constituait un soutien à l'homophobie (Boyland & O'Keeffe, 2022).

Le cas de Gueye est devenu emblématique des défis auxquels sont confrontées les personnalités publiques africaines qui doivent répondre aux attentes mondiales tout en restant ancrées dans les valeurs culturelles locales. Il a également mis en évidence la politisation croissante de l'identité et des valeurs dans le sport international, où les expressions de solidarité peuvent être interprétées de manière très différente selon les contextes culturels.

La campagne #WeAreAllIdriss a vu le jour à la suite du refus d'Idrissa Gana Gueye de porter un maillot arc-en-ciel. Ce hashtag est devenu un point de ralliement pour une large coalition d'internautes, d'influenceur-se-s religieux-ses et de comptes nationalistes, présentant l'action de Gueye comme un symbole de défiance culturelle et religieuse face à la pression idéologique occidentale. Cette campagne a illustré la manière dont les acteurs anti-LGBTQI+ utilisent les réseaux sociaux comme un multiplicateur de force, non seulement pour façonner l'opinion publique, mais aussi pour signaler leurs attentes morales aux leaders politiques.

Environ 2,5 % des tweets incluaient des versets du Coran ou des principes islamiques, ancrant davantage la controverse dans un cadre moral et théologique. Le compte officiel du joueur, @IGanaGueye, a été le plus mentionné (20 mentions directes), ce qui montre que les utilisateur-trice-s ne se contentaient pas de parler de lui, mais qu'ils-elles interagissaient directement avec lui et le soutenaient en ligne.

#### 4.2.4 Côte d'Ivoire : les réseaux sociaux utilisés pour mobiliser des actions contre les personnes LGBTQI

En 2024, la République de Côte d'Ivoire a connu un changement radical dans son climat numérique à l'égard des personnes LGBTQ+, marqué par une montée en flèche de l'hostilité en ligne, catalysée par l'appel largement médiatisé à une « Marche contre les Woubis » le 28 août.

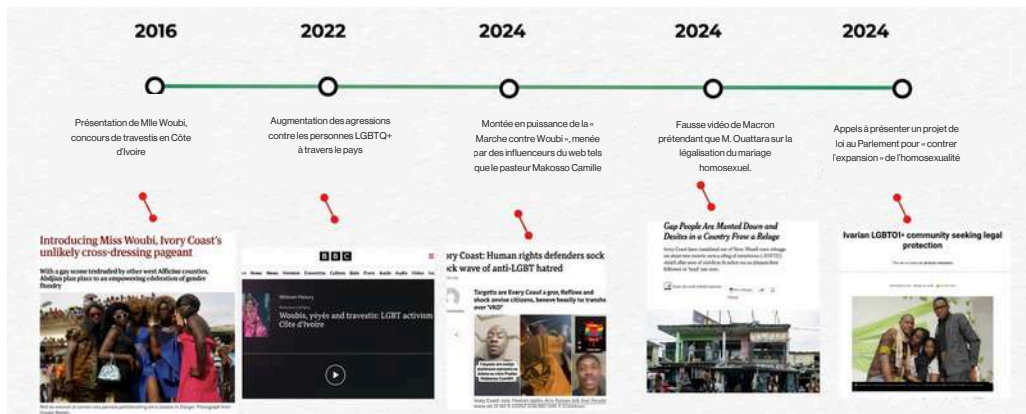


Figure 24 : Chronologie des événements en Côte d'Ivoire.

#### Une marche ce matin contre les woubi / Une marche contre les woubi (LGBTQI+)



Figure 25 : Capture d'écran d'une marche contre les personnes LGBTQ+ partagée sur les réseaux sociaux (Soutra, 2024)

Cette manifestation a été présentée par ses organisateur-trice-s et ses partisan-ne-s comme une défense des valeurs traditionnelles. Elle a été vigoureusement promue et célébrée par des influenceur-se-s anti-LGBTQ+ et des personnalités conservatrices sur les réseaux sociaux. Au cours de ces semaines, les espaces numériques ivoiriens se sont transformés en arènes où régnaient la haine et l'incitation à la violence. Les fils d'actualité des réseaux sociaux ont été inondés de discours incendiaires, souvent formulés en termes religieux ou nationalistes. Les personnes LGBTQ+ ont été de plus en plus présentées comme une menace pour la culture et la société ivoiriennes ([Disinfo Africa 2025](#) ; [The Week, 2024](#)).

Entre le 27 août et le 8 septembre 2024, au moins 170 000 publications Facebook anti-LGBTQ+ ont été publiées depuis la République de Côte d'Ivoire, des dizaines de milliers d'autres sont apparues sur X (anciennement Twitter) et des centaines de vidéos homophobes ont circulé sur YouTube. Des personnalités influentes, notamment des musiciens et des chefs religieux, ont alimenté cette vague d'hostilité en encourageant leurs followers à traquer les hommes homosexuels et à « mettre fin au fléau du woubisme », exacerbant encore davantage le climat de peur et de violence ([Disinfo Africa, 2025](#) ; [The Week, 2024](#)).

### **Mobilisation menée par des influenceurs**

Deux personnalités de premier plan ont alimenté la récente montée du sentiment anti-LGBTQ+ : le pasteur Makosso Camille et l'artiste ivoirien Tiesco Le Sultan. Tous deux exercent une influence considérable sur les réseaux sociaux et ont joué un rôle clé dans l'amplification de l'hostilité envers les personnes LGBTQ+ en présentant leur identité comme une menace pour les valeurs nationales et morales.



*Figure 26 : Capture d'écran du pasteur Makosso Camille sollicitant des signatures pour des pétitions.*

Le pasteur Makosso Camille est une figure controversée connue pour ses propos homophobes. Il a contribué à déclencher la vague anti-LGBTQ+ qui a débuté en juin 2024. À l'aide de diffusion de vidéos en direct et des réseaux sociaux, il a promu une pétition en ligne appelant à la criminalisation des identités LGBTQ+ et s'est engagé à organiser une marche nationale une fois les 100 000 signatures atteintes. Bien que Camille ait affirmé que la pétition avait recueilli plus de 56 000 signatures, elle a finalement été supprimée par Change.org pour violation des normes communautaires. Son contenu, ainsi que les publications d'autres comptes partageant les mêmes idées, comprenaient des incitations à la violence et ont contribué à déclencher des campagnes en ligne plus larges visant les communautés LGBTQ+. (76 Crimes, 2024)

Le chanteur et influenceur ivoirien « Tiesco Le Sultan » a également joué un rôle central dans la diffusion de discours anti-LGBTQ+, en particulier lors d'une vague de contenus hostiles début septembre 2024. Ses publications, dont trois mises à jour Facebook virales et deux vidéos TikTok largement visionnées, ont cumulé plus de 2,4 millions de vues et près de 38 000 interactions. Grâce à un langage chargé d'émotion et à des appels aux valeurs traditionnelles, Tiesco a largement contribué à façonner l'opinion publique contre les personnes LGBTQ+ en Côte d'Ivoire.



Figure 27 : Capture d'écran d'une publication Facebook de Tiesco Le Sultan

### Analyse des hashtags et discours sur les réseaux sociaux en Côte d'Ivoire

Les slogans « À bas les woubis » et « Non aux woubis ! » sont devenus des cris de ralliement largement utilisés en ligne. Une analyse d'environ 4 000 tweets a montré que cette expression était utilisée pour inciter à la haine envers les personnes LGBTQ+ et qu'elle était le plus souvent relayée par des personnalités publiques et des influenceur-se-s. Cette vague de haine en ligne n'était pas spontanée ; elle semblait plutôt être orchestrée et encouragée par des voix influentes dans l'espace numérique.

#### paysage sentimental du discours anti-LGBTQ

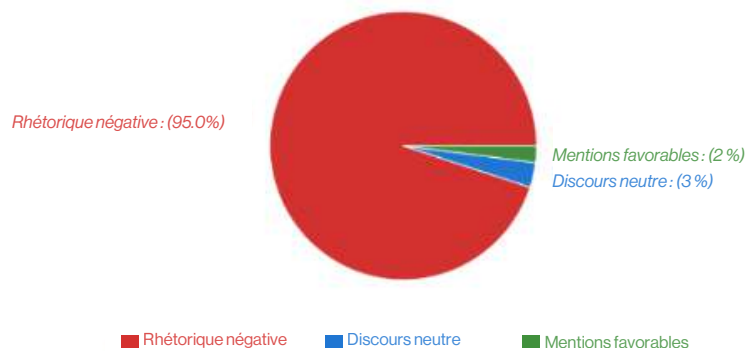
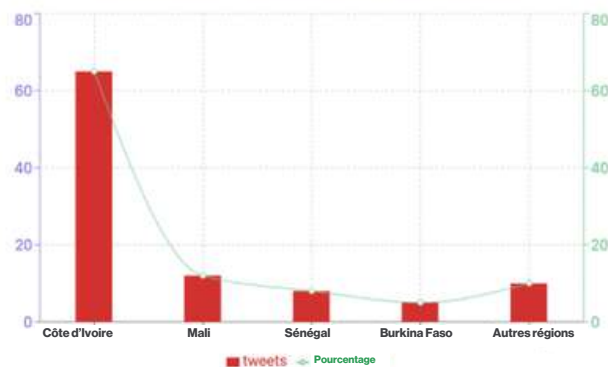


Figure 28 : Capture d'écran du paysage des sentiments dans le discours anti-LGBTQ

#### propagation géographique du discours de haine



Multi-dimensional view of regional tweet distribution and relative proportions

Figure 29 : Répartition géographique des discours haineux

Le discours sur les réseaux sociaux autour du terme « woubi » en Côte d'Ivoire révèle une forme de discrimination alarmante, omniprésente et systémique à l'égard des personnes LGBTQ+. L'analyse de nombreux messages publiés sur les réseaux sociaux montre un sentiment négatif écrasant (95 %), avec une rhétorique homophobe profondément enracinée qui va au-delà des simples préjugés pour aboutir à un rejet social global.

Le discours se caractérise par une intersection complexe entre nationalisme, performativité hypermasculine et politique d'identité ethnique. Les pics d'intensité ont été observés entre septembre et décembre 2024, ce qui suggère une tendance coordonnée et croissante des discours haineux.

### ANALYSE DE L'INTENSITÉ DU DISCOURS

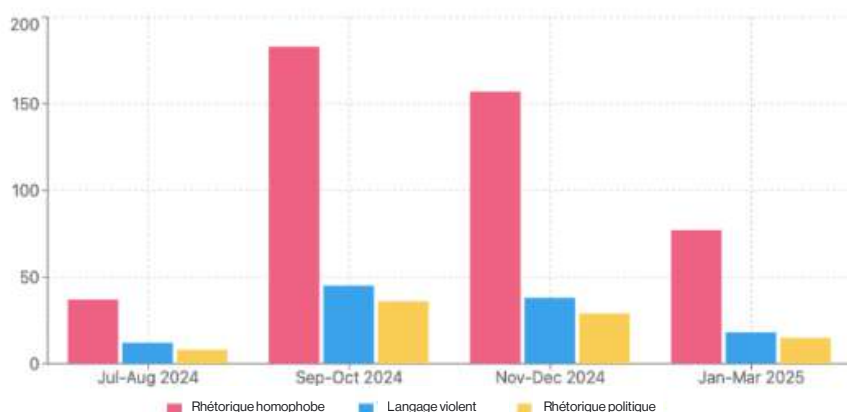


Figure 30: Capture d'écran de la répartition géographique des discours haineux

### DIAGRAMME RADAR DE MODÉLISATION THÉMATIQUE

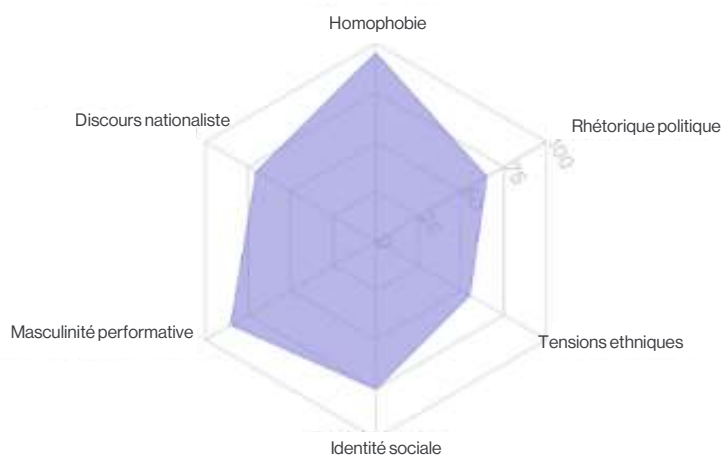


Figure 31: Graphique radar de modélisation des thèmes montrant le type de rhétorique.

## 5 Discussion

### 5.1 Conclusions

Les résultats confirment que les espaces numériques en Afrique de l'Ouest, en particulier au Ghana, au Togo, au Nigeria, au Sénégal et en Côte d'Ivoire, sont devenus des terrains très disputés, à la croisée des préoccupations politiques, morales et culturelles. Il est désormais établi que les réseaux sociaux, initialement considérés comme une force démocratisante, ont progressivement ouvert la voie au développement de forces contraires à la démocratie, devenant ainsi un champ de bataille pour l'influence et la légitimité. En combinant les enseignements tirés de la littérature, des entretiens et des études de cas, cette recherche approfondit cette compréhension en démontrant comment les acteurs anti-droits et anti-genre utilisent ces plateformes comme des armes pour diffuser de la désinformation et mobiliser et entretenir l'hostilité à l'égard des communautés LGBTQI+.

#### *5.1.1 La désinformation comme stratégie politique*

Plutôt que d'être l'expression spontanée d'une panique morale, l'analyse présentée dans ce rapport montre que les discours anti-LGBTQI+ dans la région sont élaborés, coordonnés et influencés par des considérations politiques. Cela correspond à la définition de la désinformation comme une manipulation délibérée plutôt qu'une erreur involontaire. Les élites politiques et religieuses intègrent stratégiquement des discours moralisateurs dans le discours électoral, présentant les droits des personnes LGBTQI+ comme une menace pour l'identité nationale ou l'intégrité culturelle. Cela permet non seulement de détourner l'attention du public des échecs de la gouvernance, mais aussi de consolider la légitimité populiste en invoquant une indignation morale partagée.

#### *5.1.2 Amplification algorithmique et architecture numérique*

Cette étude renforce et replace dans le contexte ouest-africain les connaissances sur la manière dont les algorithmes des réseaux sociaux privilégient et amplifient les contenus polarisants et chargés d'émotions (Törnberg, 2022 ; Vosoughi, Roy & Aral, 2018). Les données issues de l'analyse des réseaux sociaux montrent que dans tous les pays étudiés, les contenus anti-LGBTQI+ suscitant la colère, la peur ou le dégoût ont systématiquement bénéficié d'une visibilité et d'un engagement disproportionnés par rapport aux récits factuels, fondés sur des preuves ou affirmant les droits. Les entretiens avec des informateur-trice-s clés (KII) ont également mis en évidence l'expérience des personnes sur le terrain confrontées aux conséquences de ces amplifications.

L'analyse documentaire a établi que les algorithmes des réseaux sociaux privilégient les contenus sensationnels, chargés d'émotions et polarisants, amplifiant ainsi les discours préjudiciables plutôt que l'indignation. Les conclusions de ce rapport confirment cette dynamique dans le contexte ouest-africain. Dans les cinq pays, les militant-e-s ont systématiquement décrit comment les contenus anti-LGBTQI+ ont acquis une visibilité disproportionnée par rapport aux contre-discours, la désinformation homophobe étant fréquemment tendance sur des plateformes telles que Facebook et TikTok.

L'étude a également mis en évidence un biais systémique au sein des systèmes d'IA, soulignant les conclusions de l'UNESCO et de l'IRCAI (2024) selon lesquelles des modèles tels que Llama 2 et GPT-2 généraient des résultats extrêmement négatifs lorsqu'ils étaient interrogés sur les personnes LGBTQI+. Cette observation correspond aux données recueillies sur le terrain : les outils de modération automatisés des plateformes appartenant à Meta ne parvenaient régulièrement pas à détecter les discours haineux dans les langues africaines, permettant ainsi à des contenus violents et dégradants de rester en ligne pendant des mois. De tels cas démontrent que les systèmes algorithmiques ne fonctionnent pas dans un vide de neutralité, mais reproduisent plutôt les biais culturels et politiques intégrés dans leurs données d'entraînement et leurs processus de conception (Nonon, 2024).

### **5.1.3 Bits et octets, chair et sang**

Conformément aux études mondiales plus générales sur les préjudices numériques, les conclusions de l'étude confirment les conséquences hors ligne de la désinformation en ligne. Au Ghana, de fausses allégations selon lesquelles un centre communautaire LGBTQI+ avait été créé pour « recruter » des enfants ont conduit à une intervention de l'État, à la divulgation de l'identité de certaines personnes et, finalement, au déplacement d'activistes. Au Nigeria, la désinformation autour de l'accord de Samoa a présenté un accord commercial comme un moyen d'imposer l'homosexualité, provoquant des manifestations dans les écoles et des violences contre les personnes LGBTQI+. Ces incidents font écho aux tendances mondiales identifiées dans la littérature, où la désinformation a été délibérément utilisée comme une arme pour mobiliser le soutien politique, détourner l'attention des échecs de la gouvernance ou légitimer les violations des droits humains (Gillespie, 2020).

### **5.1.4 Spécificités régionales dans les tendances mondiales**

Outre les similitudes entre les mobilisations anti-droits et anti-genre en Afrique de l'Ouest, la recherche replace ces phénomènes dans une dynamique mondiale plus large, soulignant que la désinformation numérique dans la région n'est pas un cas isolé, mais une manifestation supplémentaire, bien qu'unique, d'un défi plus large lié à la gouvernance numérique et à la propagation de la désinformation mondiale. Cette localisation des modèles mondiaux de désinformation met en évidence la manière dont les réseaux transnationaux anti-genre adaptent leurs tactiques à différents contextes, avec des implications graves non seulement pour les droits des personnes LGBTQI+, mais aussi pour la résilience des processus démocratiques, la protection de l'espace civique et la sauvegarde des droits des minorités de manière plus générale.

#### *Implications pour la démocratie, la gouvernance numérique et les droits humains*

Les conclusions mettent en évidence trois implications générales. Premièrement, l'amplification incontrôlée des discours préjudiciables sape la participation démocratique en favorisant une sphère publique façonnée par la peur, la stigmatisation et la désinformation plutôt que par un débat éclairé. Deuxièmement, l'incapacité des plateformes à modérer de manière adéquate les contenus en langues africaines met en évidence de profondes inégalités en matière de gouvernance numérique, le Sud global restant sous-équipé en termes de ressources de modération. Enfin, le ciblage des personnes LGBTQI+ par le biais de campagnes de désinformation en ligne constitue une préoccupation directe en matière de droits humains, car il porte atteinte à la sécurité, à la dignité et à la liberté d'association de communautés déjà marginalisées.

# Recommendations



## 6. Recommandations

Ce rapport montre que la désinformation numérique et la mobilisation coordonnée contre le genre ne sont pas des phénomènes abstraits ou lointains, mais des menaces réelles qui ont des conséquences concrètes pour les personnes LGBTQI+ et les défenseur-se-s des droits humains en Afrique de l'Ouest. Pour faire face à ces menaces, il faut des interventions à plusieurs niveaux, adaptées au contexte et attentives aux asymétries de pouvoir au sein des écosystèmes numériques.

Les recommandations énoncées ci-dessous s'adressent aux acteurs clés dont les décisions, les ressources et les pratiques déterminent à la fois les risques auxquels sont confrontées les communautés LGBTQI+ et les possibilités de protection et de résilience. Elles sont formulées sous forme de déclarations générales de principes directeurs et d'attentes stratégiques qui, dans leur application pratique, doivent être adaptées aux différents contextes, capacités organisationnelles et ressources dont disposent les parties prenantes concernées.

Les recommandations adressées aux organisations de la société civile et des droits humains ont été présentées de manière plus détaillée, reflétant leur rôle principal en tant que lieux de pratique et de réponse au sein de l'écosystème de la désinformation. Ces recommandations s'appuient sur une collaboration étroite avec les organisations de base, les détenteur-trice-s de droits, les services d'intervention en cas de crise et les défenseur-se-s des droits humains dans des conditions d'hostilité et de contrainte. En revanche, les recommandations adressées aux gouvernements et aux décideurs politiques, aux plateformes numériques et aux entreprises technologiques, ainsi qu'aux bailleurs de fonds, sont formulées à un niveau plus structurel, reconnaissant leur position en tant que responsables dont les politiques, les choix réglementaires, les pratiques de financement et la conception des systèmes façonnent l'environnement général dans lequel se produisent aussi bien les préjudices que la protection.

### 6.1 Recommandations à l'intention de la société civile et des organisations de défense des droits humains en Afrique de l'Ouest

#### *Renforcer la sécurité numérique et les capacités de réponse aux crises*

Les organisations de défense des droits humains opérant en Afrique de l'Ouest sont de plus en plus amenées à réagir de manière directe et stratégique à des crises numériques qui dégénèrent rapidement en dangers physiques. Le doxing en ligne, les campagnes de dénigrement coordonnées et l'incitation à la violence se déroulent souvent rapidement, généralement en l'espace de quelques heures, laissant les organisations dans la difficulté et l'improvisation pour y répondre. Pour remédier à cette situation, il est urgent de passer de réactions ponctuelles à des systèmes institutionnalisés et proactifs de réponse aux crises numériques.

La mise en place de centres nationaux ou régionaux d'intervention d'urgence numérique permettrait aux organisations de surveiller les menaces émergentes en temps réel, d'évaluer les niveaux de risque et de coordonner des interventions rapides. Ces centres pourraient centraliser l'expertise en matière de criminalistique numérique, de réponse juridique, de premiers secours psychosociaux, de relogement d'urgence et de logement sûr, garantissant ainsi que les personnes menacées ne soient pas laissées seules face à la crise. Il est important de noter que ces mécanismes doivent s'ancrer dans la coopération régionale, car les campagnes de désinformation et les menaces dépassent souvent les frontières nationales. Parallèlement aux interventions d'urgence, les organisations doivent investir dans des infrastructures de sécurité numérique et psychosociale à long terme. Les préjudices numériques se limitent rarement à une atteinte à la réputation ; ils provoquent des traumatismes, l'isolement et l'épuisement. Il est donc essentiel d'intégrer la santé mentale et le soutien psychosocial dans les stratégies de sécurité numérique, en particulier pour les militant-e-s de première ligne qui opèrent déjà dans des conditions précaires de criminalisation et d'hostilité sociale. Enfin, la sécurité dès la conception doit être institutionnalisée dans les pratiques organisationnelles. Cela inclut l'utilisation systématique de communications cryptées, des protocoles de consentement clairs pour l'utilisation d'images et de données personnelles, et des évaluations obligatoires des risques avant toute campagne publique ou engagement médiatique. Ces mesures ne doivent pas être considérées comme des ajouts techniques, mais comme des éléments essentiels d'un plaidoyer éthique et responsable.

### ***Building Intra- and Inter-Movement Strategic Communications Ecosystems***

La lutte contre la désinformation ne peut se limiter à une simple réfutation réactive. Les acteur-trice-s anti-genre ont démontré l'efficacité de la cohérence narrative, de la répétition et de l'appel à l'émotion. Les organisations de défense des droits humains doivent donc investir dans des écosystèmes de communication stratégiques proactifs, capables de contester le sens des discours et d'affirmer leur position, au-delà de la simple correction des faits.

L'élaboration de guides de contre-discours permettrait aux mouvements d'anticiper les tropes récurrents de désinformation tels que le « grooming », les « valeurs non africaines » ou la « propagation de maladies », etc. et d'y répondre par des messages culturellement pertinents, émotionnellement fondés, adaptés au contexte et spécifiques. Ces guides devraient être des documents évolutifs, alimentés par une surveillance continue et les retours d'informations de la communauté.

En outre, il est tout aussi important de produire et de diffuser des contenus qui situent les droits des personnes LGBTQI+ dans le contexte de l'histoire, des cultures et des cadres moraux africains. La désinformation se nourrit de la fiction selon laquelle l'homosexualité est étrangère ou inconnue. Pour la contrer, il faut raconter de manière soutenue des histoires qui mettent en avant la diversité des genres indigènes, les philosophies africaines de la dignité et les histoires locales de résistance. Ces récits ne sont pas seulement défensifs, ils sont fondamentaux pour une transformation sociale à long terme.

Les efforts de communication stratégique doivent également s'inscrire dans le cadre d'une alliance plus large entre les mouvements qui sont également visés par la mobilisation anti-genre. Les organisations féministes, les parties prenantes de la santé publique, les mouvements syndicaux et les groupes de défense des droits humains au sens large sont souvent impliqué-e-s dans les mêmes discours alarmistes et de désinformation. La création de coalitions durables entre ces différents groupes permet d'apporter des réponses unifiées, d'amplifier les messages et d'assurer une défense mutuelle, tout en réduisant l'isolement des organisations LGBTQI+ en tant que cibles uniques d'attaques.

L'engagement auprès des journalistes et des professionnel-le-s des médias est également essentiel pour remodeler l'environnement informationnel. De nombreux cas de préjudice sont exacerbés non seulement par les acteur-trice-s de la désinformation, mais aussi par une couverture médiatique sensationnaliste, inexacte ou hors contexte. Les organisations de la société civile devraient investir dans des stratégies d'engagement avec les médias qui comprennent des briefings pour les journalistes, des formations à l'éthique et la constitution de pools d'expert-e-s de confiance auquel-le-s les journalistes peuvent faire appel en cas de controverse. Il est essentiel de renforcer les relations avec les acteur-trice-s des médias afin de réduire la circulation des clichés préjudiciables et d'améliorer la qualité du discours public sur les questions LGBTQI+.

### ***Formaliser la surveillance communautaire***

Les communautés sont souvent les premières à détecter les nouvelles formes de désinformation, en particulier les contenus circulant dans des contextes locaux, les espaces de messagerie privés ou les langages codés qui échappent à la modération des plateformes. La formalisation des réseaux de surveillance communautaires permettrait d'exploiter systématiquement les connexions, les connaissances et la sensibilisation des communautés locales, tout en garantissant la protection et le soutien des contributeur-trice-s. Ces réseaux devraient être conçus avec des protocoles clairs pour le signalement, la vérification et l'escalade, et devraient donner la priorité à la sécurité des participant-e-s. Les surveillant-e-s communautaires ne devraient pas être considéré-e-s comme des informateur-trice-s informel-le-s, mais comme des contributeur-trice-s reconnu-es-s aux stratégies collectives de sécurité numérique.

### ***Renforcer les coalitions transfrontalières et la production de connaissances***

Compte tenu de la nature de plus en plus transnationale de la mobilisation anti-genre en Afrique de l'Ouest et de la stratégie avérée qui consiste à tirer des ressources, des récits et des orientations opérationnelles des réseaux régionaux et mondiaux, les contre-stratégies efficaces, au niveau structurel, doivent également être délibérément transfrontalières et régionales dans leur orientation. Les organisations de la société civile doivent résister à la tentation de travailler dans des silos nationaux ou infranationaux, et doivent partager des modèles de messages, des stratégies juridiques et apporter leur soutien aux travaux menés dans d'autres juridictions en dehors de leur champ d'action immédiat. Les réponses qui restent strictement nationales risquent toujours d'être structurellement dépassées.

La création d'un observatoire régional sur la mobilisation anti-genre permettrait de suivre de manière systématique les acteur-trice-s transnationaux-ales, les flux de financement, les discours de désinformation et les campagnes coordonnées. Un tel observatoire devrait donner la priorité aux cadres analytiques spécifiques à l'Afrique de l'Ouest, en allant au-delà des modèles euro-américains de « désinformation » pour intégrer les politiques identitaires postcoloniales, les moralités afro-religieuses et l'opportunisme politique local.

Les méthodologies de recherche doivent également évoluer. Des approches centrées sur la communauté, participatives et tenant compte des traumatismes sont essentielles pour garantir que la production de preuves ne reproduise pas les préjudices. Le renforcement de la base empirique sur les liens entre la violence en ligne et hors ligne permettra non seulement d'améliorer le plaidoyer, mais aussi de soutenir les litiges stratégiques, l'engagement politique et la responsabilité des donateurs.

## **6.2 Recommandations pour les plateformes numériques et les entreprises technologiques**

Les plateformes numériques jouent un rôle prépondérant dans la visibilité et la vitesse de propagation de la désinformation au sein des écosystèmes informationnels contemporains. Leurs responsabilités vont au-delà du retrait ponctuel de contenus et s'étendent aux conditions structurelles et systémiques qui permettent la prolifération des préjudices. Pour s'acquitter de ces responsabilités, les plateformes numériques et les entreprises technologiques doivent :

### ***Élargir la portée linguistique et culturelle des systèmes d'IA***

Élargir considérablement les ensembles de données d'entraînement utilisés pour les systèmes de modération et de recommandation basés sur l'IA afin d'inclure les langues locales, les dialectes, l'argot et les expressions codées spécifiques à la culture qui prévalent dans les contextes ouest-africains. La désinformation anti-LGBTQI+ repose souvent sur un langage indirect, moralisateur ou euphémique qui échappe à la détection des systèmes formés principalement sur des corpus linguistiques euro-américains. Sans une localisation délibérée, les infrastructures de modération continueront à sous-détecter systématiquement les contenus préjudiciables visant les minorités sexuelles et de genre.

### ***Auditer et corriger les biais dans les outils basés sur l'IA***

Réaliser des audits réguliers et indépendants des grands modèles linguistiques et des systèmes de modération basés sur l'IA afin d'identifier et d'atténuer les biais, en particulier ceux qui touchent les femmes, les personnes LGBTQI+ et d'autres groupes marginalisés. Les plateformes doivent veiller à ce que les processus de développement de l'IA ne reproduisent pas les hypothèses occidentales ou n'encodent pas les préjugés culturels qui façonnent les modèles de visibilité, de suppression ou d'exclusion dans les espaces numériques africains.

### ***Améliorer la transparence et la responsabilité publique***

Publier des rapports de transparence détaillés au niveau national, comprenant les délais de retrait, les taux d'erreur et d'annulation, les sources des demandes de modération, les résultats des recours et d'autres informations connexes. Une telle transparence est essentielle pour permettre aux organisations de la société civile, aux chercheur-se-s, aux régulateur-trice-s et, surtout, à la population en général d'évaluer si les plateformes respectent leurs engagements déclarés en matière de droits humains et d'identifier les lacunes systémiques ou les pratiques discriminatoires dans la gouvernance des contenus.

### ***Investir dans une modération de contenu localisée et centrée sur l'humain***

Employer des modérateur-trice-s de contenu régionaux ayant une expérience vécue et une connaissance culturelle et linguistique approfondie des contextes locaux. Ces rôles ne doivent pas être externalisés, déqualifiés ou traités comme des emplois de bas niveau. Les modérateur-trice-s doivent être correctement formé-e-s, rémunéré-e-s de manière équitable, bénéficier d'un soutien psychosocial et être habilité-e-s à exercer un jugement contextuel fondé sur les principes de justice sociale et de droits humains.

Ce faisant, il convient également d'augmenter considérablement les capacités de révision humaine dans tous les systèmes de modération, car les outils automatisés restent insuffisants pour traiter la complexité de la haine ancrée dans la culture, l'évolution du langage codé et la désinformation coordonnée.

### ***Collaborer avec la société civile pour élaborer des normes de modération***

Travailler en partenariat durable avec les organisations locales LGBTQI+ et de défense des droits humains afin d'élaborer des lignes directrices de modération et des protocoles de réponse aux crises adaptés au contexte, qui permettent de trouver un équilibre entre la liberté d'expression et la protection d'une manière pertinente. Une telle collaboration améliorera la précision de l'évaluation des contenus, contribuera à l'élaboration d'interprétations culturellement fondées des préjugés et renforcera la confiance entre les plateformes et les communautés concernées.

### ***Mettre en place des protocoles de soutien aux communautés vulnérables***

Mettre en place des mécanismes de soutien dédiés aux utilisateur-trice-s LGBTQI+ avec des protections renforcées pour les militant-e-s de première ligne des droits LGBTQI+, comparables aux protections déjà accordées aux journalistes et aux dissidents politiques. Ceux-ci devraient inclure des canaux de signalement à réponse rapide, des points de contact désignés et des processus d'examen prioritaires pendant les périodes de risques accrus, telles que les élections, les campagnes de désinformation coordonnées, etc.

### **6.3 Recommandations à l'intention des gouvernements et des décideurs politiques**

Les gouvernements et les décideurs politiques ont la responsabilité première de créer un environnement juridique et politique propice à la protection des droits numériques, à la sauvegarde des espaces civiques et à la prévention de la prolifération ou de l'escalade des préjudices en ligne vers des violences hors ligne. Les recommandations suivantes sont présentées comme étant essentielles à l'accomplissement de ces devoirs :

#### ***Renforcer les cadres relatifs aux droits numériques et à la lutte contre la désinformation***

Les gouvernements et les décideurs politiques devraient établir des cadres complets en matière de droits numériques, conformes à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples et à la Déclaration africaine sur les droits et libertés sur Internet. Ce faisant, ils devraient prêter attention au harcèlement en ligne, à la désinformation coordonnée et à la manière dont les plateformes en ligne sont utilisées comme armes contre les populations vulnérables. Ces cadres doivent trouver un équilibre entre la prévention des préjudices et la protection de la liberté d'expression et d'association afin d'éviter l'adoption de lois vagues, disproportionnées et excessivement punitives, ou contraires aux normes en matière de droits humains.

#### ***Garantir une surveillance et des garanties indépendantes***

Des mécanismes de contrôle indépendants sont essentiels pour éviter que la réglementation numérique ne devienne un outil de contrôle politique. Les organismes de réglementation chargés de la gouvernance numérique doivent être institutionnellement autonomes, soumis à un contrôle judiciaire et ouverts à la participation de la société civile. Sans ces garanties, la réglementation numérique, en particulier au nom de la lutte contre les «fausses informations», peut être utilisée comme une arme contre les militant-e-s, les journalistes et les communautés marginalisées.

#### ***Réglementer les plateformes par la responsabilité, et non par la censure***

Les États devraient exiger la transparence et la responsabilité des entreprises technologiques opérant sur leur territoire. Cela implique notamment d'imposer la divulgation des politiques de modération des contenus, des données relatives à l'application de la loi et des mécanismes de recours, et de garantir le respect des obligations nationales et régionales en matière de droits humains. La réglementation des plateformes devrait donner la priorité à la sécurité et à l'équité des utilisateur-trice-s plutôt qu'à la surveillance ou à la suppression généralisée de contenus.

#### ***Considérer la criminalisation comme un facteur de risque structurel***

Il est essentiel et très important que les gouvernements reconnaissent que la criminalisation de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre exacerbe la persécution numérique et la violence hors ligne. De telles lois légitiment les paniques morales, confèrent une légitimité aux campagnes de désinformation et augmentent la vulnérabilité des personnes LGBTQI+ face aux préjudices numériques coordonnés. La dépénalisation n'est donc pas seulement une question de réforme juridique, mais une étape fondamentale vers la réduction de l'exposition systémique à la violence numérique et physique, ainsi que vers l'autonomisation des communautés vulnérables dans leur quête de justice.

## **6.4 Recommandations à l'intention des bailleurs de fonds et des organismes multilatéraux**

### ***Évoluer vers un financement flexible et à long terme***

Il convient de s'éloigner des subventions à court terme et basées sur des projets pour s'orienter vers des modèles de financement flexibles et à long terme qui soutiennent la résilience numérique durable des personnes LGBTQI+. La mise en place des capacités et de l'écosystème nécessaires pour lutter efficacement contre les préjudices numériques coordonnés, tel-le-s que l'expertise en matière d'analyse des réseaux et des discours, les initiatives de diversification linguistique de l'IA, les laboratoires de surveillance des renseignements open source (OSINT) et la mise en place d'une infrastructure numérique sécurisée, nécessitent des investissements pluriannuels qui soient suffisamment flexibles pour permettre aux organisations de s'adapter à un contexte instable. Un engagement soutenu...

### ***Investir dans la production locale de connaissances et le changement de discours***

Le financement doit donner la priorité aux efforts locaux de production de connaissances et de changement de discours, notamment les initiatives de contre-messagerie, les programmes d'éducation civique et les observatoires indépendants des droits numériques ancrés dans les contextes politiques et culturels africains. Le soutien aux collaborations régionales qui suivent la mobilisation transfrontalière contre le genre, les flux de financement et les réseaux coordonnés de désinformation mérite également une attention particulière.

### ***Soutenir la collaboration régionale et transfrontalière***

Compte tenu de la nature transnationale de la mobilisation anti-genre, les bailleurs de fonds devraient soutenir activement les partenariats régionaux qui permettent le partage d'informations, l'analyse conjointe et les réponses coordonnées à travers l'Afrique de l'Ouest. Ces collaborations sont essentielles pour identifier les menaces émergentes et perturber les campagnes coordonnées avant qu'elles ne s'intensifient.

### ***Exercer une pression diplomatique sur les plateformes numériques***

Au-delà des mesures financières, les organismes multilatéraux doivent utiliser leur pouvoir diplomatique et leur capacité de rassemblement pour demander des comptes aux entreprises technologiques. Cela implique notamment d'exercer une pression soutenue sur les plateformes afin qu'elles renforcent leurs normes de modération dans le contexte africain. Il s'agit notamment de plaider en faveur d'une plus grande transparence, d'investir dans les capacités de modération locales et de rendre publics les résultats des mesures prises en matière de discours haineux et de désinformation.

### ***Promouvoir la transparence autour des réseaux de financement anti-genre***

Les bailleurs de fonds et les institutions multilatérales devraient soutenir les initiatives de publication de rapports et de responsabilisation qui permettent de tracer, de suivre et de documenter publiquement les réseaux de financement anti-genre qui influencent la politique régionale. La transparence dans ce domaine est une condition nécessaire pour élaborer des réponses politiques éclairées et pour contrer les revendications de légitimité des acteurs anti-droits opérant sous couvert culturel ou religieux.

### ***Pour la société civile et les organisations LGBTQI***

#### ***Renforcer la sécurité et la sûreté numériques des communautés***

- Élargir l'accès à la formation en matière de sécurité numérique, aux outils de cryptage et aux plateformes de communication sécurisées pour les militant-e-s LGBTQI+ et les membres de la communauté.
- Élaborer des protocoles internes pour la gestion des crises en ligne, y compris le soutien psychologique aux victimes de violence numérique.

#### ***Lutter contre les discours préjudiciables par des récits fondés sur des preuves***

- Produire et diffuser des contre-discours fondés sur des faits à l'aide des réseaux sociaux, de la radio et des plateformes de dialogue communautaire.
- Mettre en avant des récits positifs sur l'inclusion, la diversité et les droits humains afin de réorienter le discours public loin de la haine et de la désinformation.

#### ***Favoriser les alliances stratégiques***

- Construire des coalitions avec les mouvements féministes, les organisations de santé et les groupes de défense des droits humains afin de présenter des réponses unifiées à la désinformation et aux attaques.
- Collaborer avec les journalistes et les professionnel-le-s des médias afin d'améliorer la précision des reportages sur les questions LGBTQI+.

#### ***Exercer une pression diplomatique sur les plateformes numériques***

Beyond financial action, multilateral bodies must use their diplomatic and convening power to hold technology companies accountable. This includes applying sustained pressure on platforms to upgrade moderation standards in African contexts. This includes advocating for greater transparency, investment in local moderation capacity, and public reporting on enforcement outcomes related to hate speech and disinformation.

#### ***Promote Transparency Around Anti-Gender Funding Networks***

Funders and multilateral institutions should support public reporting and accountability initiatives that trace, track, and publicly document anti-gender funding networks influencing regional politics. Transparency in this area is a necessary condition for informed policy responses and for countering the legitimacy claims of anti-rights actors operating under cultural or religious cover.

## Références

- Observatoire africain de la démocratie numérique (ADDO). (15 novembre 2024). INSIGHT : Comment la désinformation sur l'accord de Samoa a provoqué un tollé au Nigeria. <https://disinfo.africa/insight-how-misinformation-about-samoa-agreement-caused-uproar-in-nigeria-c85c6f079752>
- Agarwal, N., & Bandeli, K. K. (2017). Blogs, fausses informations et activités d'information. Dans A. Reynolds (Ed.) Digital Hydra : Implications sécuritaires des fausses informations en ligne (pp. 59-68). NATO StratCom COE. <https://stratcomcoe.org/pdfs/?file=/publications/download/WEB-Digital-Hydra-FULL-16NOV.pdf?zoom=page-fit>
- Anti Defamation League [ADL]. (24 janvier 2023). Amplificateurs en ligne de l'extrémisme anti-LGBTQ+. <https://www.adl.org/node/51434>
- BBC News. (2024). L'accord entre le Nigeria et l'UE suscite de fausses allégations sur les droits des personnes LGBT. <https://www.bbc.com/news/articles/cgv53ej2d33o>
- Bennett, W. L., & Livingston, S. (2018). L'ordre de la désinformation : communication perturbatrice et déclin des institutions démocratiques. *European Journal of Communication*, 33(2), 122–139. <https://doi.org/10.1177/0267323118760317>
- Boyland, P., & O'Keeffe, G. (15 septembre 2022). Idrissa Gueye, la controverse LGBTQ+ et la situation entourant son retour à Everton. *The Athletic*. <https://www.nytimes.com/athletic/3593674/2022/09/15/idrissa-gueye-controversy-situation-surrounding-everton-return/>
- Bradshaw, S., & Howard, P. N. (2019). L'ordre mondial de la désinformation : inventaire mondial 2019 de la manipulation organisée des réseaux sociaux. Lincoln (Université du Nebraska). <https://digitalcommons.unl.edu/scholcom/207>
- Browne, E. (2025). Navigating the politics of backlash: LGBTQ+ rights and the Family Protection Bill in Kenya (Document de travail). ODI Global. [https://media.odi.org/documents/Irish\\_Aid\\_Kenya\\_paper\\_y7W8HEy.pdf](https://media.odi.org/documents/Irish_Aid_Kenya_paper_y7W8HEy.pdf)
- Cavaghan, R. (2017). Réaliser l'égalité des sexes. <https://doi.org/10.4324/9781315658544>

Chen, S., Xiao, L., & Kumar, A. (2022). Propagation de la désinformation sur les réseaux sociaux : causes et moyens de lutte. *Computers in Human Behavior*, 141, 107643.

<https://doi.org/10.1016/j.chb.2022.107643>

Chen, Y., Conroy, N. J., & Rubin, V. L. (2022). Contenus trompeurs en ligne : reconnaître les pièges à clics comme des « fausses nouvelles ». *Actes de l'ACM sur l'interaction homme-machine*, 6(CSCW1), 1–22. <https://doi.org/10.1145/2823465.2823467>

Choudhury, Z. (8 juillet 2025). Lutter contre le mouvement anti-droits : un appel à un investissement urgent dans les médias.

<https://www.alliancemagazine.org/blog/countering-the-anti-rights-movement/>

CIVICUS. (2019). À contre-courant : les réponses de la société civile aux groupes anti-droits. [https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/action-against-the-anti-rights-wave/AgainstTheWave\\_Full\\_en.pdf](https://www.civicus.org/documents/reports-and-publications/action-against-the-anti-rights-wave/AgainstTheWave_Full_en.pdf)

CNN. (13 décembre 2022). Exclusif : des millions d'aide occidentale ont été versés à des églises au Ghana malgré des années de campagne contre les droits des personnes LGBTQI+. <https://edition.cnn.com/2022/12/13/africa/us-europe-aid-lgbtqi-ghana-churches-investigation-as-equals-intl-cmd-dg/index.html>

Donovan, J., Lewis, B. et Friedberg, B. (2018). Ports parallèles. Changement sociotechnique de l'alt-right à l'alt-tech. Dans M. Fielitz et N. Thurston (dir.), *Post-Digital Cultures of the Far Right* (pp. 49-66). <https://doi.org/10.14361/9783839446706-004>

Elomäki, A., et Kantola, J. (2018). Théorisation des luttes féministes dans le triangle du néolibéralisme, du conservatisme et du nationalisme. *Social Politics International Studies in Gender State & Society*, 25(3), 337-360. <https://doi.org/10.1093/sp/jxy013>

Freedom House. (2023). *Freedom on the Net 2023 : Le pouvoir répressif de l'intelligence artificielle* (brochure numérique). Freedom House.

<https://freedomhouse.org/sites/default/files/2023-10/Freedom-on-the-net-2023-DigitalBooklet.pdf>

- GhConcra. [@GhConcra]. (3 janvier 2024). Apparemment, Headucator affirme avoir accepté de tourner une vidéo pour la « sugar mummy » de Hayford pour 1 500 cedis... [Tweet]. X. <https://x.com/GhConcra/status/1742511174183178243>
- GLAAD. (26 janvier 2024). Bilan de l'année 2023 : haine et désinformation anti-LGBTQ en ligne. GLAAD | <https://glaad.org/2023-year-in-review-anti-lgbtq-online-hate-and-disinformation/>
- Global Philanthropy Project. (2020). Le conservatisme religieux sur la scène mondiale : menaces et défis pour les droits des personnes LGBTI. <https://globalphilanthropyproject.org/religiousconservatismreport/>
- Graff, A, Ratna K et Suzanna W. (2019). « Introduction : le genre et la montée de la droite mondiale ». *Signs : Journal of Women in Culture and Society*, 44:3:541-560. <https://doi.org/10.1086/701152>.
- Guess, A., et Lyons, B. (2020). Médisinformation, désinformation et propagande en ligne. Dans N. Persily et J. Tucker (dir.), *Médias sociaux et démocratie : état des lieux et perspectives de réforme* (p. 10-33). Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108890960>
- Gustavo, A. (23 février 2024). Stratégies des acteurs progressistes contre les mouvements anti-genre. Global Action for Trans Equality (GATE) <https://gate.ngo/knowledge-portal/article/strategies-of-progressive-actors-against-anti-gender-movements/>
- Human Rights Watch (HRW). (2010). « Tout le monde est impliqué » : corruption et violations des droits humains par les forces de police nigérianes. <https://www.hrw.org/report/2010/08/17/everyones-game/corruption-and-human-rights-abuses-nigeria-police-force>
- Iruke, C. (1er octobre 2024). La politique du discours de haine dans les élections nigérianes. CDD. <https://www.cddwestafrica.org/blog/the-politics-of-hate-speech-in-nigerian-elections/>
- ISDAO. (2023). Résumé Doundou : Cartographie de la mobilisation de la communauté LGBTQI en Afrique de l'Ouest. [https://isdao.org/wp-content/uploads/2023/05/Doundou\\_Summary.pdf](https://isdao.org/wp-content/uploads/2023/05/Doundou_Summary.pdf)

- Jackson, S. J., Bailey, M., & Welles, B.F (2020). #HashtagActivism : Réseaux de justice raciale et de genre. MIT Press.
- Jimada, U. (2023) « Social media hate and misinformation campaign in the Nigeria 2023 Elections » (Campagne de haine et de désinformation sur les réseaux sociaux lors des élections nigérianes de 2023), Journal of Social Science and Humanities Research 9(7). <https://doi.org/10.53555/sshr.v9i7.5734>
- Kantola, J., & Lombardo, E. (2017). Le genre et la politique de la crise économique en Europe. Dans J. Kantola & E. Lombardo (Eds.), Le genre et la crise économique en Europe : politique, institutions et intersectionnalité (pp. 1-25). Palgrave Macmillan.
- Keskinen, S. (2013). Antiféminisme et politique identitaire blanche : antagonismes politiques dans la rhétorique populiste radicale de droite et anti-immigration en Finlande. Nordic Journal of Migration Research, 3(4), 225-232. <https://doi.org/10.2478/njmr-2013-0015>
- Kováts, E. (2017). L'émergence de puissants mouvements anti-genre en Europe et la crise de la démocratie libérale. Dans M. Köttig, R. Bitzan, A. Petö (Eds) Genre et politique d'extrême droite en Europe (175-189). Palgrave Macmillan.
- LGBT+ Rights Ghana, [@LGBTRightsGhana]. (24 février 2021). Ce matin, notre bureau a fait l'objet d'une descente de la Sécurité nationale. Il y a quelques jours, des chefs traditionnels ont menacé de brûler notre bureau, mais la police n'est pas intervenue. [Publication]. X. <https://x.com/LGBTRightsGhana/status/1364535380071092224?s=20>
- Liebermann, Y. (2020). Born digital: The Black lives matter movement and memory after the digital turn. Memory Studies, 14(4), 713–732. <https://doi.org/10.1177/1750698020959799>
- Luneau, D. et Human Rights Campaign (HRC). (23 septembre 2024). Nouvelles données du FBI : les crimes haineux anti-LGBTQ+ continuent d'augmenter. HRC. <https://www.hrc.org/press-releases/new-fbi-data-anti-lgbtq-hate-crimes-continue-to-spike-even-as-overall-crime-rate-declines>

Malik, N. (20 janvier 2022). Comment Facebook a conquis l'Internet en Afrique et tout changé. The Guardian.

<https://www.theguardian.com/technology/2022/jan/20/facebook-second-life-the-unstoppable-rise-of-the-tech-company-in-africa>

McEwen, H., & Narayanaswamy, L. (2023). Le mouvement international anti-genre : comprendre la montée des discours anti-genre dans le contexte du développement, des droits humains et de la protection sociale. Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD)

Mutua, M. w. (2001). Sauvages, victimes et sauveurs : la métaphore des droits humains. Harvard International Law Journal, 42(1), 201–245.

[https://digitalcommons.law.buffalo.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1569&context=journal\\_articles](https://digitalcommons.law.buffalo.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1569&context=journal_articles)

MyJoyOnline. (s.d.). Des éléments LGBTQ+ se sont infiltrés dans l'OLA Girls SHS - Direction - MyJoyOnline. <https://www.myjoyonline.com/lgbtq-elements-have-infiltrated-ola-girls-shs-management/>

Nketiah, R. (11 décembre 2019). « Dieu a une nouvelle Afrique » : Infiltration dans un « mouvement de haine » anti-LGBT mené par les États-Unis. OpenDemocracy. <https://www.opendemocracy.net/en/5050/god-has-a-new-africa-undercover-in-a-us-led-anti-lgbt-hate-movement/>

Narayanaswamy, L., & Hersi, A. (2025). Du personnel au puissant : défendre la justice de genre face à la montée des mouvements anti-droits. Oxfam. <https://doi.org/10.21201/2025.000057>

Newswire Law & Events. (8 juillet 2024). Daily Trust passe en revue les reportages sur l'accord de Samoa – Newswire Law and Events. Newswire Law and Events. <https://newswirelawandevents.com/daily-trust-reviews-reporting-samoa-agreement/>

Nonon, L. (15 septembre 2024). L'IA n'est pas neutre : comment transformer une technologie imparfaite pour le bien. Equity Principle. <https://equityprinciple.com/ai-is-not-neutral/>

- Paternotte, D., & Kuhar, R. (Eds.) (2017). *Campagnes anti-genre en Europe : se mobiliser contre l'égalité*. Routledge.
- Redacción, L. (29 août 2025). Typologie des tactiques anti-droits dans l'espace numérique. *Infoactivisme*. <https://infoactivismo.org/tacticas-antiderechos-digitales/>
- Shaholli, M. (2025). Les réseaux sociaux comme outil de mobilisation politique et de débat public. *Interdisciplinary Journal of Research and Development*, 12(1 S1), 192. <https://doi.org/10.56345/ijrdv12n1s125>
- Shameem, N., et al. (2021). *Droits en péril – Il est temps d'agir*. Observatoire de l'universalité des droits Rapport sur les tendances 2021. AWID.
- Stoddard, J. (23 octobre 2024). Réponses féministes au mouvement anti-droits croissant à l'ONU. Observatoire mondial de l'IPI. <https://theglobalobservatory.org/2024/10/feminist-responses-to-the-growing-anti-rights-movement-at-the-un/#:~:text=Whether%20overt%20or%20covert%2C%20these,increasingly%20challenging%20and%20threatening%20environment.>
- Tant, M., Edström, J., & McEwen, H. (2023). Faire face au contrecoup : qu'est-ce qui alimente les forces antiféministes et antidémocratiques ? Plateforme Align. <https://www.alignplatform.org/sites/default/files/2024-03/align-framingpaper-backlash-mar24-es.pdf>
- Törnberg, P. (2018). Chambres d'écho et désinformation virale : modéliser les fausses informations comme une contagion complexe. *PLoS ONE*, 13(9), e0203958. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0203958>
- Tucker, J. A. et al. (2017). De la libération à la tourmente : les réseaux sociaux et la démocratie. *Journal of Democracy* 28(4), 46-59. <https://doi.org/10.1353/jod.2017.0064>
- Tucker, J. A. et al. (2018). Réseaux sociaux, polarisation politique et désinformation politique : une revue de la littérature scientifique. *SSRN Electronic Journal*. <https://dx.doi.org/10.2139/ssrn.3144139>
- Tufekci, Z. (2017). *Twitter et gaz lacrymogène : le pouvoir et la fragilité des manifestations en réseau*. Yale University Press.

UNESCO & IRCAI. (2024). Remettre en question les préjugés systématiques : enquête sur les préjugés à l'égard des femmes et des filles dans les grands modèles linguistiques. UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000388971>

ONU Femmes. (28 mai 2024). Les communautés LGBTIQ+ et la lutte contre les droits : 5 choses à savoir. <https://www.unwomen.org/en/news-stories/explainer/2024/05/lgbtiq-communities-and-the-anti-rights-pushback-5-things-to-know>

Vosoughi, S., Roy, D., & Aral, S. (2018). La propagation des informations véridiques et mensongères en ligne. *Science*, 359(6380), 1146–1151. <https://doi.org/10.1126/science.aap9559>

Walton, K. (8 mars 2024). Le mouvement anti-genre expliqué : comment la menace qui pèse sur les droits des femmes et des personnes LGBTQ+ se propage à travers le monde. CNN. Consulté le 6 novembre 2025, sur <https://edition.cnn.com/interactive/asequals/anti-gender-equality-threat-explained-as-equals-intl-cmd/>

Wang, Y., Dai, Y., Li, H., & Song, L. (2021). Réseaux sociaux et changement d'attitude : l'explosion de l'information favorise-t-elle ou entrave-t-elle la persuasion ? *Frontiers in Psychology*, 12, 596071. <https://doi.org/10.3389/fpsyg.2021.596071>

Wardle, C., & Derakhshan, H. (2017). Désordre informationnel : vers un cadre interdisciplinaire pour la recherche et l'élaboration des politiques. Conseil de l'Europe. <https://edoc.coe.int/en/media/7495-information-disorder-toward-an-interdisciplinary-framework-for-research-and-policy-making.html>

Yang, X., Sun, D., Zhu, R., Deng, T., Guo, Z., Ding, Z., Qin, S., et Zhu, Y. (2019). AIADS : Système publicitaire automatisé et intelligent pour la recherche sponsorisée. KDD '19 : Actes de la 25e conférence internationale ACM SIGKDD sur la découverte de connaissances et l'exploration de données, 1881-1890. <https://doi.org/10.1145/3292500.3330782>

YouTube. (29 juillet 2022). La montée de l'homophobie au Sénégal qui contraint les personnes LGBTQ à vivre dans l'ombre. AFP YouTube. <https://www.youtube.com/watch?v=bQEtIHBcQFU>

# REMERCIEMENTS

Collaborateurs-trices

## **COLLECTE DES DONNÉES :**

Thraet

## **RÉDACTION DU RAPPORT:**

Alufoge Ounso, avelufc le soutien d'Ifechukwu Irobi

## **RÉVISION**

Anita Graham, Jamila Abbas, Mika Paprika et  
Massah Esther Nyally Bockarie

## **CONCEPTION GRAPHIQUE :**

Ibuchim Owhonda & Boluwatife Olowoyo